

Subject Files Regarding Social Welfare
Purchase, Distribution, and Delivery of Supplies
c/Soc/550 - Community Development, Advisory Services, and Training
- (Annex)

15/06/1964

5/5

PLEASE RETAIN
ORIGINAL ORDER

UN ARCHIVES
SERIES 5-0737
BOX 12
FILE 2
ACC. DAG-3/1.6.1.0

DECLASSIFIED

PROGRAMME INTEGRAL DE DEVELOPPEMENT RURAL AU CONGO - PROJET DE RAPPORT GENERAL

BUREAU INTERNATIONAL DU TRAVAIL

MISSION AU CONGO
EN VUE DE PREPARER
UN PROGRAMME INTEGRAL
DE DEVELOPPEMENT RURAL

PROJET DE RAPPORT GENERAL

RECOMMANDATIONS

D.22.1964

BUREAU INTERNATIONAL DU TRAVAIL

MISSION AU CONGO
EN VUE DE PREPARER
UN PROGRAMME INTEGRAL
DE DEVELOPPEMENT RURAL

PROJET DE RAPPORT GENERAL
RECOMMANDATIONS

Novembre 1963 - mars 1964

TABLE DES MATIERES

	<u>Page</u>
<u>PREMIERE PARTIE :</u> <u>RAPPORT GENERAL DE LA MISSION</u>	
A. <u>INTRODUCTION</u>	1
Membres de l'équipe et personnalités consultées	1
Objectifs	2
Définitions	2
Documentation et rapports consultés	3
B. <u>SITUATION GENERALE</u>	5
Problèmes essentiels	5
Faiblesse de l'administration	5
Paralysie des échanges commerciaux ..	6
Autres facteurs interdépendants	6
Distances	7
Puissance des monopoles	8
Hétérogénéité des groupes ethniques .	8
Conflits d'autorité et défaillance des autorités à l'échelon d'exécution .	8
Domination de la politique	9
Tendances centrifuges	10
Problèmes interministériels	10
Nécessité de coordonner l'assistance technique	11

	<u>Page</u>
C. <u>MISE EN OEUVRE ET STRUCTURES D'UN PROGRAMME INTEGRAL DE DEVELOPPEMENT RURAL</u>	12
1. CONSIDERATIONS GENERALES SUR UN PROGRAMME INTEGRAL DE DEVELOPPEMENT RURAL	13
2. MISE EN ROUTE D'UN PROGRAMME POUR LE CONGO	15
a) Choix des régions pour la mise en application du programme	15
b) Nature des projets à entreprendre .	17
c) Création d'un organisme national ..	17
d) Organismes régionaux	19
e) Problèmes techniques particuliers .	21
D. <u>ASSISTANCE TECHNIQUE INTERNATIONALE NECESSAIRE</u>	30
1. CONSIDERATIONS GENERALES	31
2. PERSONNEL INTERNATIONAL REQUIS SUR LE PLAN NATIONAL	33
3. PERSONNEL POUR LES PROJETS REGIONAUX	34
a) Personnel international	34
b) Volontaires	35
4. EQUIPEMENT	37
5. BOURSES	37
E. <u>PROJETS QU'IL EST RECOMMANDE D'EXECUTER IMMEDIATEMENT</u>	39
Projet du Kivu	39
Projet des Uélé	39

DEUXIEME PARTIE :
LE DEVELOPPEMENT DU KIVU

I.	PREALABLES D'UN PLAN DE DEVELOP- PEMENT RURAL	
A.	<u>CONSIDERATIONS GENERALES</u>	42
	Présentation du Kivu	42
	La population	43
	Administration et aide technique	45
	Le secteur privé	47
B.	<u>LES STRUCTURES NECESSAIRES</u>	48
	Une société de développement rural	49
	Les régies	50
	Les fonds régionaux de développement social	50
	Système de crédit	51
C.	<u>DEVELOPPEMENT SOCIAL DES ZONES CHOISIES</u> ...	52
D.	<u>LES PROBLEMES DE FORMATION</u>	53
	Formation de moniteurs pour le développement	54
	Elite paysanne et artisanale	55
	Gérants de coopératives	56
	Mécaniciens agricoles	56

	<u>Page</u>
E. <u>PROJETS TECHNIQUES</u>	57
1. Projets généraux	57
Recensement des études antérieures .	57
Sauvegarde de l'I.N.E.A.C. de Mulungu	57
Equipe de mécanisation	57
2. Création d'un service de pêche indus- trielle et d'une usine de séchage (fumage et salaison) à Uvira (Kivu central)	58
Ressources exploitables	58
Prévisions d'organisation	59
Pêche industrielle	59
Usine de séchage	60
Commercialisation et transport	60
Conclusions	60
3. Développement de la zone de Muzinzi - Territoire de Walungu chefferie Ngweshe	61
Création d'un centre régional pour le développement de la zone	61
Plantation de thé	62
Elevage de rapport (porcs)	62
Reprise de la ferme de Muzinzi	63
Usine à thé de Mulamba	63
4. Développement social de la région de Mulamba-Bulongwe-Muzinzi	65
Service médical	65
Enseignement	65

	<u>Page</u>
5. Développement de la zone de Kalonge	66
Construction d'une usine à thé	67
Plantations de thé	68
Plan de progression des plantations au cours des cinq années	68
Amélioration et développement de l'élevage	69
Installation d'une scierie pour le compte du Centre régional de déve- loppement	69
Développement social	69
6. Installation de réfugiés dans la région de La Kahololo et développement rural de cette région	70
7. Boisements	71
Boisements "Chefferies"	71
Généralités	71
Aspect technique	73
Boisements anti-érosifs individuels	75
II. <u>PLAN D'OPERATIONS POUR UN PROGRAMME PRELIMINAIRE</u>	76
A. <u>GENERALITES</u>	76
B. <u>OBJECTIFS A ATTEINDRE</u>	78
C. <u>METHODES A EMPLOYER</u>	78
D. <u>ACTIONS PROPOSEES POUR 1964</u>	79
E. <u>SERVICES GENERAUX D'ADMINISTRATION, DE GESTION ET DE DOCUMENTATION</u>	81

	<u>Page</u>
F. <u>LES MOYENS</u>	82
G. <u>ESTIMATIONS A SOUMETTRE A L'EXAMEN DU HAUT COMMISSARIAT POUR LES REFUGIES</u> ...	85
<u>ANNEXE I</u>	95
Organigramme	95
<u>ANNEXE II</u>	96
Projet de statuts-types d'une société de développement rural	96
<u>ANNEXE III</u>	101
Les "régies" de chefferies et les associations interchefferies	101
<u>ANNEXE IV</u>	103
Le fonds de développement social et les fonds régionaux de développement social	103
<u>ANNEXE V</u>	105
Artisanat et petites industries	105
<u>ANNEXE VI</u>	115
Coopératives	115
<u>ANNEXE VII</u>	118
Bases sociologiques du plan de déve- loppement rural du Kivu central ..	118
<u>BIBLIOGRAPHIE</u>	156
<u>ANNEXE VIII</u>	
Tentative Plan of Expenditure to 1969	157
Comments on the Tentative Plan of Expenditure	162

PREMIERE PARTIE :
RAPPORT GENERAL DE LA MISSION

A. INTRODUCTION

Membres de l'équipe, personnalités consultées et régions visitées

La mission d'étude comprenait les membres suivants :

M. David T. Luscombe,	chef de mission;
M. Paul Ballot	formation rurale;
M. Jean Crame,	formation professionnelle;
M. Albert Godard,	anthropologie sociale;
M. Robert Moriamé,	emploi rural;
M. Jean Plicque,	administration du travail;
M. Henri Ripert,	petites industries;
M. Georges Welty,	coopératives.

Elle a séjourné au Congo, pour des périodes de durée variable, entre novembre 1963 et mars 1964. Les membres de la mission ont formé une équipe, au plein sens du terme, chacun aidant les autres selon les besoins, au mieux de son expérience et souvent hors du champ d'activité correspondant au titre de sa fonction. Ils n'ont négligé aucun effort pour rencontrer et consulter, malgré le temps que pareils entretiens exigent, des représentants des institutions des Nations Unies, à tous les échelons, des fonctionnaires du gouvernement central, des représentants de la Communauté économique européenne et des programmes bilatéraux, des fonctionnaires provinciaux, des personnalités du secteur privé ainsi que les personnes avec lesquelles ils devaient collaborer officiellement, à savoir les fonctionnaires permanents du ministère du Plan, et surtout son directeur, M. Simba, de même que le représentant personnel du Premier ministre, M. Emmanuel Kimbimbi.

L'équipe tient à dire à tous ceux qui ont bien voulu l'aider sa profonde reconnaissance et sa gratitude tant pour la compréhension dont ils ont fait preuve à l'égard des objectifs de la mission que pour les conseils et l'appui qu'ils lui ont si généreusement prodigués en réponse à ses nombreuses demandes.

L'équipe tient à souligner l'aspect concret de son activité et l'intention de donner effet, par des mesures immédiates, aux propositions résultant de sa mission. Dans tous les milieux du pays avec lesquels elle est entrée en contact, surtout dans les provinces, on s'est fermement opposé à la visite d'une nouvelle mission d'étude qui repartirait, établirait un rapport et dont on n'entendrait plus parler. La possibilité, pour ses membres, de donner à leurs interlocuteurs l'assurance que l'O.I.T. est absolument décidée à faire suivre cette mission d'une action immédiate, tout au moins dans un certain nombre de régions choisies à cet effet, a énormément facilité leur tâche.

L'équipe a voyagé dans de nombreuses régions et, en plus des provinces du Kivu central, de Uélé et du Congo central mentionnées ci-après, elle a visité les régions suivantes : Ubangui, Equateur, Oriental, Ituvi, Sud Kasai, Maniema, Bakwanga et Lualaba, où elle a pu obtenir des informations de base.

Objectifs

Les objectifs de la mission étaient les suivants :

a) de façon générale :

- i) identifier et étudier les régions du Congo qui se prêtent à la mise en route d'un programme de développement rural intégré;
- ii) déterminer les lieux où la réalisation immédiate de projets pourrait servir de point de départ pour des activités de caractère plus vaste ;
- iii) définir, en sus des méthodes à employer dans la pratique, les objectifs concrets qu'il y aura lieu de s'assigner;
- iv) recommander les mesures d'exécution et de coordination et les modalités d'organisation nécessaire pour pouvoir atteindre les objectifs proposés;

b) projet du Kivu :

- i) aider les autorités nationales à promouvoir un plan de développement régional intégré dans les zones du Nord-Kivu et du Kivu central où l'on a établi des réfugiés du Rwanda;
- ii) orienter les experts assignés au projet et collaborer avec eux à la préparation de leurs plans d'opérations en application des principes généraux dont s'inspire le programme national envisagé.

Définitions

- a) Le terme "rural" est appliqué en l'occurrence aux agglomérations plus petites que les chefs-lieux de province. Le choix de cette ligne de démarcation est dicté par le fait

que la plupart de ces chefs-lieux ont entrepris des activités industrielles ou sont en état de le faire, tandis qu'ailleurs il n'y a, en général, que de petites industries directement liées à l'agriculture des environs.

b) Aux fins du programme envisagé au Congo, la mission a entendu par "développement rural intégral" :

- i) la détermination des aspects clés de la structure économique et sociale des communautés rurales dont la transformation accélérera le développement des communautés et leur intégration à la société moderne;
- ii) l'octroi du minimum d'assistance matérielle nécessaire tant pour surmonter les obstacles économiques ou sociaux qui s'opposent à cette transformation, et qu'un changement d'attitude ne saurait suffire à écarter, que pour édifier l'infrastructure économique de base indispensable;
- iii) l'exécution d'un programme d'ensemble grâce à la combinaison des techniques appropriées dans les domaines suivants : administration et autorités locales; vulgarisation agricole; petites industries; coopération; développement communautaire; santé; instruction; formation; préparation des cadres, etc., afin de réaliser les transformations fondamentales nécessaires qui permettront aux communautés rurales de prendre leur place, sur un pied d'égalité avec tous les autres secteurs du pays, dans une société moderne engagée dans la voie du progrès.

Documentation et rapports consultés

L'équipe a eu la bonne fortune, au moment où elle s'est mise à l'ouvrage, de pouvoir disposer du rapport de la Communauté économique européenne sur le Congo. C'est une étude de grande valeur et, au fur et à mesure que les travaux avançaient, les membres de l'équipe ont été de plus en plus amenés à examiner des activités qui viennent compléter les propositions contenues dans le rapport en question et qui, conjointement avec les recommandations qui y sont formulées, constituent un tout organique en ce qui concerne les régions rurales. En sus de ce rapport, les membres de l'équipe ont lu de nombreuses études d'institutions des Nations Unies, la F.A.O. notamment, des publications universitaires - belges surtout - provenant en particulier de l'Université de Bruxelles, des rapports d'institutions privées parmi lesquelles il convient de mentionner au premier chef celles qui sont présentement à l'oeuvre au Congo, telles que l'A.G.R.E.R. et la S.O.R.C.A., des publications et des plans officiels établis

durant les dernières années de la période coloniale ainsi que des documents de l'I.N.E.A.C. et de l'I.R.S.A.C. Il serait vain de vouloir en dresser la liste, qui ne pourrait évidemment jamais être exhaustive. L'équipe a constaté, cependant, que l'on dispose d'une documentation de base impressionnante et que, dans de nombreux domaines techniques, les études antérieures sont déjà si complètes qu'elles fournissent une base solide pour les activités qui seront menées, dans ces mêmes domaines, pendant bien des années encore.

Ainsi, l'oeuvre accomplie par l'I.N.E.A.C., grâce à ses expériences sur les possibilités de cultiver au Congo toute une série de produits agricoles, a été poussée si loin que l'on connaît dès à présent les produits qui se prêtent le mieux à diverses régions du Congo et que, dans la plupart des cas, l'on a non seulement expérimenté et sélectionné des variétés appropriées, mais qu'on les a déjà multipliées sur place, si bien qu'une bonne base technique pour l'extension immédiate de ces cultures est d'ores et déjà établie. Il n'en demeure pas moins que cet organisme avait fait porter le plus clair de ses efforts sur les cultures marchandes, notamment celles qui offraient des possibilités d'exportation, et sur les produits tropicaux proprement dits. Or il y a encore de nombreuses études à faire sur place, quant aux cultures vivrières et à l'élevage surtout - convenant aux zones tropicales tempérées par l'altitude, au-dessus de 2.000 mètres.

Des études assez poussées ont également été faites quant aux possibilités offertes à certaines industries dans différentes régions du Congo. Le domaine sur lequel la documentation est la moins abondante est un de ceux auxquels l'équipe s'est vivement intéressée : il s'agit des problèmes que pose l'adaptation des diverses tribus et des divers groupes ethniques aux exigences de la vie dans une société agricole de structure simple, mais moderne. Certes, il est possible de consulter quelques études fondamentales sur différents groupes tribaux afin de déceler les schémas culturels existants et de définir les grandes lignes de la situation, mais l'équipe a éprouvé quelque peine à évaluer l'étendue de l'évolution sociale dans les différentes régions et le rythme de l'adaptation des diverses sociétés aux conditions actuelles ou celui du remplacement des anciens modes d'existence par des structures entièrement nouvelles.

Parmi les régions visitées par les membres de l'équipe, il convient de mentionner la province du Kivu central, qui a été étudiée de la façon la plus approfondie, la province des Uele, laquelle a aussi retenu largement l'attention de l'équipe, le Kongo central, le Sud-Kasaï, le Kibali-Ituri, le Nord-Kivu, le Lualaba et le Katanga oriental. On trouvera plus loin dans le présent rapport des observations sur ces diverses régions ainsi que les conclusions qui se sont dégagées pour d'autres parties du Congo.

B. SITUATION GENERALE¹

Problèmes essentiels

Il est indubitable, toutefois, que les deux grands problèmes qui se posent dans les régions rurales depuis l'indépendance sont, d'une part, l'effondrement de l'administration et, d'autre part, la paralysie des échanges commerciaux.

Faiblesse de l'administration

Bien qu'il y eût au Congo, en 1960, de nombreux Congolais ayant reçu la formation voulue pour travailler aux échelons inférieurs de l'administration dans les régions rurales, le pays manquait complètement de personnel supérieur expérimenté. De ce fait, des gens relativement peu qualifiés ont été placés ou se sont trouvés à des postes de grande responsabilité, tandis que d'autres exerçaient leurs fonctions sur place sans surveillance, sans conseils et parfois même sans rémunération. Bien que nombreux soient ceux qui peuvent être considérés comme perdus pour l'administration, beaucoup demeurent à leur poste, mais n'y font rien. La situation est bien connue et, en dépit de la complexité des problèmes, parmi lesquels les difficultés politiques ne sont pas les moins ardues, de grands efforts ont été déployés pour reconstruire la pyramide administrative. Cependant, une des grandes difficultés que l'équipe a dû affronter découle du fait que l'on ne saurait reconstruire cette pyramide, et remettre en place une administration efficace, en peu de temps. Il n'est pas probable que l'on puisse trouver en moins d'une dizaine d'années d'efforts intenses, déployés depuis le centre, des personnes ayant les qualités morales et intellectuelles nécessaires à de bons fonctionnaires, pour les former et, surtout, les imprégner d'une tradition de loyauté envers les supérieurs, d'une part, et les administrés, de l'autre, tradition qui leur permette de résister aux pressions extérieures de tout genre. Il est évident que c'est là l'une des premières tâches de l'assistance technique extérieure et que ces considérations ne valent pas seulement pour le secteur rural. En ce qui concerne le développement rural des prochaines années, on ne pourra cependant pas faire fond sur l'appareil administratif traditionnel et il faudra donc examiner d'autres possibilités.

1

La mission n'a pas l'intention de reproduire ici dans le détail des informations qui sont généralement accessibles et que les organisations auxquelles le présent rapport sera présenté connaissent d'ailleurs.

Paralysie des échanges commerciaux

La paralysie de la vie économique dans les régions rurales, imputable au jeu d'un certain nombre de facteurs, en sus de l'effondrement de l'administration dont il a été question ci-dessus, constitue le deuxième grand problème à résoudre. Certains de ces facteurs sont en rapport avec la situation difficile en matière fiscale et du point de vue des devises étrangères ; d'autres, de caractère matériel, sont en rapport avec l'interruption des communications qui se traduit notamment par l'absence presque complète de biens de consommation. Tous ces facteurs sont reliés les uns aux autres et leurs répercussions s'additionnent. Ils sont étudiés de façon assez détaillée dans le rapport de la Communauté économique européenne ; il s'agit notamment de déficiences dans les domaines suivants : transports fluviaux, ferroviaires et routiers, entretien des routes, ponts, docks, etc. Toutefois, dans un programme de développement rural, il ne peut être question directement que du réseau des ponts et des routes secondaires donnant accès aux régions rurales, ainsi que des moyens qui permettent de transporter les produits jusqu'au centre commercial le plus proche. Cependant, le succès dépendra de la remise en état des voies de communications qui existaient déjà et, dans certains cas, de l'établissement de nouveaux services, en particulier pour le transport à bon compte du fret aérien. Il faudra donc harmoniser le programme général de rétablissement et de développement de l'infrastructure économique avec tout programme rural.

Autres facteurs interdépendants

Un autre grand problème se pose au Congo du fait que le pays non seulement est très vaste, mais encore que son développement a dû s'opérer, pour diverses raisons interdépendantes, dans un ensemble de conditions d'une complexité vraiment extrême. La nature elle-même l'a obligé à compter sur une combinaison de transports routiers, fluviaux et ferroviaires pour l'acheminement de presque toutes les marchandises. C'est aussi la nature qui fait que de vastes régions sont vouées à une monoculture marchande ou à l'exploitation de mines, alors qu'il faut y faire venir de très loin tous les autres articles dont elles ont besoin. Les différences ethniques, de leur côté, suscitent de graves problèmes sociaux, administratifs et politiques qui ne pourront être résolus que par un effort de longue haleine visant à éveiller le sentiment d'appartenir à une même nation. Le développement accéléré de pays limitrophes s'est également traduit par des pressions, diverses et contradictoires, sur de nombreuses régions. Etant donné notamment que des échanges commerciaux ont été possibles entre les provinces frontalières et les Etats voisins pendant la période qui s'est écoulée depuis 1960, ces régions sont actuellement plus dynamiques que celles du centre du pays et disposent

d'une base plus solide pour se mettre à l'oeuvre. Ajoutons que les vastes étendues du centre du Congo sont plus basses, qu'elles ont un climat plus chaud et plus équatorial et qu'elles sont d'un accès plus difficile, en raison de la structure du système hydrographique, que les zones périphériques. Bien que pour de nombreuses régions du Congo l'interdépendance soit une nécessité, il n'y a pas de centre naturel ni de noyau autour duquel le nouveau pays puisse s'édifier. L'importance de Léopoldville elle-même provient évidemment de sa situation à l'extrémité du système fluvial central, mais, en tant que capitale, la ville présente l'inconvénient de constituer le centre principal de l'un des plus grands groupes ethniques du pays, tout en étant bâtie sur la frontière même.

Voici quelques-uns de ces facteurs qu'il convient d'examiner de plus près :

Distances

Comme on l'a vu plus haut, la plupart des zones de production sont séparées de leur marché ; inversement, les régions qui occupent une nombreuse main-d'oeuvre dans l'industrie ou dans les mines sont éloignées de celles qui leur fournissent les vivres et tout ce qui est nécessaire aux travailleurs. En voici deux exemples typiques. Léopoldville, qui compte de nombreux habitants européens ou congolais occidentalisés, s'est adressée jusqu'ici à la Belgique surtout pour les produits agricoles des pays tempérés. Dans les nouvelles conditions, elle devrait naturellement les faire venir des régions élevées du Congo, du Kivu notamment, qui est en mesure de fournir toute la gamme des produits agricoles de la zone tempérée, y compris les fruits, les pommes de terre, les asperges, les artichauts et les salades. Cependant, tous ces produits ne peuvent être expédiés économiquement à Léopoldville que si on organise un service spécialisé de transports aériens, ou encore une chaîne du froid, avec transports par route jusqu'à Stanleyville, puis, de là, par le fleuve jusqu'à Léopoldville.

Le deuxième exemple nous est offert par le vaste ensemble minier du Sud-Katanga qui, avant l'indépendance, comptait essentiellement sur le Kasai pour s'approvisionner en vivres. Or il faudra trouver, jusqu'à ce que le rétablissement des moyens de transport et de la sécurité permette la reprise de ce trafic, ou peut-être même en permanence, d'autres sources d'approvisionnement. Ces derniers temps, une bonne partie des produits nécessaires provenaient de l'étranger, mais, avec un minimum d'efforts concertés, on pourrait aussi se les procurer au Congo même, dans la région de Sandoa, surtout lorsqu'on aura remis en état les voies de communications.

Puissance des monopoles

La structure compliquée du Congo a notamment pour résultat que de nombreuses entreprises, surtout dans les transports à longue distance, y compris les transports aériens, constituent tout naturellement des monopoles. Encore qu'ils soient pour la plupart des monopoles d'Etat, tenus théoriquement de subordonner leurs intérêts à ceux du pays tout entier, ils ont très souvent considéré que leur devoir essentiel était de défendre leurs intérêts ou parfois même, à la suite de pressions politiques, ceux de leur personnel dont l'effectif est artificiellement gonflé. Ils tendent à devenir de plus en plus les places fortes d'intérêts particuliers qu'il est difficile de plier à un plan d'ensemble. Il en résulte, par exemple, une conséquence absurde : les étrangers non résidents qui voyagent par avion sont contraints de payer leurs billets en dollars, au cours spécial de 50 francs congolais pour un dollar, ce qui signifie qu'un bref voyage d'inspection en classe économique, de Léopoldville au Bukavu, coûte près de 50 pour cent de plus qu'un vol, également en classe économique, d'Europe aux Etats-Unis, et retour.

Hétérogénéité des groupes ethniques

On constate un manque prononcé de confiance mutuelle entre les différents groupes tribaux et ethniques, et peu de solidarité dans les divers groupes. Aussi est-il très difficile de donner une base nationale à une organisation, quelle qu'elle soit, étant donné que les postes subalternes tendent à tomber progressivement entre les mains de membres du groupe auquel appartient le personnel supérieur, et d'employer des ressortissants d'un groupe au sein d'un autre. Si l'on essaie d'affecter du personnel venant d'un groupe déterminé hors de la région dont les intéressés sont originaires, ils sont souvent rejetés par leur nouveau milieu, et parfois même violemment, tandis que, dans leur propre région, ils sont si bien dominés par leur groupe qu'ils n'ont guère de loyauté envers leur organisation et que, même s'ils entendent la servir loyalement, ils cèdent souvent aux pressions de la communauté locale. En outre, certaines tribus et certains groupes ethniques sont fermement attachés à des coutumes sociales qui font obstacle à leur intégration à la vie du pays et à tout progrès dans une société moderne.

Conflits d'autorité et défaillances des autorités à l'échelon d'exécution

A la suite de l'effondrement général de l'administration, il n'y a plus d'appareil administratif à l'échelon d'exécution, sauf parfois l'administrateur territorial qui, à quelques exceptions près, n'a pas reçu une formation suffisante, manque d'autorité et n'a pas été en mesure d'acquiescer la confiance sans laquelle

il ne saurait administrer sa circonscription sans crainte et sans favoritisme. Même si l'on tient compte des circonstances difficiles de ces dernières années, on ne saurait manquer de conclure que les administrateurs territoriaux ne peuvent pas être considérés, à l'heure actuelle, comme des éléments solides sur lesquels on puisse se fonder. Pendant les trois dernières années, les chefs coutumiers ont eu tendance, pour leur part, à accroître leur influence et leur autorité, parfois en déplaçant ou en remplaçant l'administrateur territorial. Il existe, temporairement, une situation plus favorable lorsque, pour des raisons de caractère tribal, chef et administrateur peuvent collaborer.

A brève échéance, il semblerait plus facile de travailler avec les chefs coutumiers, mais, à la longue, ils constitueront peut-être un obstacle à l'édification d'un Etat moderne. Si possible, il faudra trouver quelque moyen de recourir au concours des chefs coutumiers sans donner l'impression de les appuyer exagérément, et de renforcer les administrateurs territoriaux, sans avoir à compter sur eux pour des activités qui les dépasseraient. Et surtout, on ne peut compter ni sur l'administrateur territorial, ni sur le chef coutumier pour gérer des fonds ou d'autres moyens d'assistance économique. Cependant, l'administrateur territorial pourra assez tôt, moyennant une formation appropriée, être préparé à assurer la coordination administrative des travaux des départements techniques en matière de vulgarisation agricole, de santé, de développement communautaire, d'instruction, etc., dans sa circonscription.

Domination de la politique

On affirme souvent que la vie politique au Congo est encore embryonnaire et que la plupart des Congolais suivent les dirigeants appartenant à leur ethnie. Si cette affirmation peut être fondée, il n'en demeure pas moins que les nouveaux hommes politiques, ambitieux, ont fort bien su exploiter les difficultés entre les groupes et les querelles entre ceux qui aspirent à diriger ces groupes, ainsi que les nombreuses manifestations de mécontentement dans les collectivités, nécessairement fluides, qui se constituent autour des grandes entreprises, agricoles ou industrielles. A longue échéance, les efforts qu'ils déploient pourront se révéler favorables, mais, au stade actuel de lutte plus ou moins violente pour le pouvoir, les dirigeants politiques constituent un élément supplémentaire de complication au milieu des efforts déployés pour assurer la stabilité et le progrès.

Tendances centrifuges

Nous avons mentionné plus haut que les provinces les plus proches des frontières sont plus dynamiques que les autres. Ce fait facilite, certes, dans une certaine mesure, les actions futures, étant donné que la stabilité y est plus grande, mais il rend aussi moins opportunes, jusqu'à un certain point également, des mesures de développement car ces provinces tendent à associer de plus en plus étroitement leur économie et d'autres aspects de leur vie à ce qui se fait dans les pays étrangers limitrophes, et ressentent tout contrôle exercé par les pouvoirs centraux. De surcroît, il est difficile de lutter contre les exportations non autorisées et les importations de contrebande. Le système de contrôle des changes reste parfaitement inopérant. Si, parfois, les gouvernements provinciaux souhaitent contrôler jusqu'à un certain point les importations et les exportations, ils s'opposent à l'exercice d'un contrôle de ce genre par le gouvernement central, car ils estiment que le produit de ces exportations devrait rester dans la province. Il y aurait là un bon argument en faveur de la thèse selon laquelle il conviendrait de concentrer tout d'abord les activités dans les provinces de l'intérieur, où les problèmes de ce genre revêtiraient moins d'acuité, si les difficultés touchant à l'administration, au commerce et à la sécurité interne devaient permettre d'agir de la sorte.

Problèmes interministériels

Tout plan efficace de développement rural coordonné doit tenir compte des activités de divers services techniques ; il faut même les contrôler jusqu'à un certain point si on entend réaliser un programme intégré. En effet, les divers éléments de l'infrastructure matérielle : routes, bacs, canaux d'irrigation, etc., la vulgarisation agricole, les activités sanitaires régionales, l'enseignement, les problèmes de travail, la formation aux petites industries, la préparation de dirigeants, le développement communautaire et les oeuvres sociales, etc., relèvent de divers ministères entre lesquels il y a fréquemment des chevauchements d'activités. Dans certains cas, un ministère estime, au Congo plus encore que dans beaucoup d'autres pays, que l'importance de ses attributions techniques fait de lui le coordonnateur naturel des activités complémentaires d'autres ministères. Au Congo également, il y a encore des conflits de compétence entre les différents ministères. Si l'on tient compte, en outre, de l'effet des facteurs ethniques et politiques mentionnés ci-dessus, il apparaît à l'évidence que si, pendant une période plus ou moins longue, un ministre dynamique peut coordonner des activités, on ne saurait compter, à longue échéance, sur les ministères nationaux pour diriger, indépendamment ou conjointement, l'exécution d'un programme de ce genre. Les pouvoirs du ministère chargé de la planification ne lui permettent pas d'intervenir à la phase des opérations et d'assumer des fonctions d'exécution. Il semble

donc qu'il n'y ait que deux solutions : soit trouver un organisme autonome ou semi-autonome qui pourrait être développé de façon à servir d'institution de coordination, pour la plupart des activités, et d'agent d'exécution, pour certaines autres, soit créer à cette fin un organisme absolument nouveau. Dans l'un ou l'autre cas, l'organisme en question serait en mesure, comme l'assistance technique passerait par lui, de coordonner l'action de différents ministères en subventionnant celles de leurs activités qui sont prévues dans le cadre du programme coordonné.

Nécessité de coordonner l'assistance technique

La situation difficile au Congo a amené de nombreux pays et de nombreuses organisations à lui prêter assistance. Jusqu'à présent, les organismes du gouvernement central n'ont pas été en mesure de coordonner cette assistance de façon satisfaisante et les institutions d'assistance technique elles-mêmes n'ont pas non plus réussi à s'entendre à cette fin. En outre, dans bien des cas, les organisations qui fournissent l'assistance technique tiennent à conserver toute l'indépendance possible, afin que l'on reconnaisse la valeur de leurs efforts, qu'il s'agisse de leurs méthodes de travail ou de leurs sources de financement.

A l'exception de deux domaines spécialisés, la santé et l'instruction, pour lesquels de vastes programmes sont en cours de développement, les principaux groupes d'organisation sont les suivants : i) sur le plan international, les institutions des Nations Unies; ii) la Communauté économique européenne; iii) les institutions chargées de l'assistance bilatérale fournie par un certain nombre de pays; iv) les institutions privées et bénévoles. Les institutions privées se spécialisent souvent dans des domaines bien déterminés et comptent, pour dispenser leur aide, sur l'appui financier accordé au titre de programmes bilatéraux. Certaines d'entre elles espèrent pouvoir bénéficier à l'avenir de l'aide financière de la Communauté économique européenne.

C. MISE EN OEUVRE ET STRUCTURES D'UN PROGRAMME GLOBAL
DE DEVELOPPEMENT RURAL

1. CONSIDERATIONS GENERALES SUR UN PROGRAMME GLOBAL
DE DEVELOPPEMENT RURAL
2. MISE EN ROUTE D'UN PROGRAMME POUR LE CONGO
 - a) Choix des régions pour la mise en application
du programme
 - b) Nature des projets à entreprendre
 - c) Création d'un organisme national
 - d) Organismes régionaux - Cas particulier du Kivu
 - e) Problèmes techniques particuliers
 - 1) Importance des questions agricoles
 - 2) Problèmes de formation
 - 3) Problèmes annexes aux problèmes de formation
 - 4) Recommandations en matière de formation

C. MISE EN OEUVRE ET STRUCTURES D'UN PROGRAMME GLOBAL
DE DEVELOPPEMENT RURAL

1. CONSIDERATIONS GENERALES SUR UN PROGRAMME GLOBAL
DE DEVELOPPEMENT RURAL

a) L'objectif essentiel d'un programme global de développement rural consiste à développer, si nécessaire à remettre en marche, l'activité, sous toutes ses formes, d'une région rurale, en agissant en particulier sur et avec les communautés rurales existantes. Ceci suppose deux actions convergentes ; d'une part, amener les communautés rurales à reprendre confiance en elles-mêmes et à entreprendre, chacune en ce qui les concerne, une série d'actions de développement sur tous les plans, leur permettant de tirer le meilleur parti de leurs ressources présentes ou potentielles ; d'autre part, donner à ces communautés, si nécessaire, les supports techniques qui sont indispensables dans les trois secteurs fondamentaux de la vie rurale : production agricole et industries annexes, éducation, santé et activités sociales.

b) La première action doit tendre à recréer ou à améliorer le fonctionnement des structures sociales des villages : c'est le rôle de différents organismes tels que les organisations politiques, religieuses ou sociales, et en particulier les organes élus ou choisis par l'ensemble des membres de la communauté, explicitement ou non.

L'action au niveau des collectivités rurales peut s'exercer à travers des mouvements tels que ceux de "l'animation rurale" dont les objectifs consistent à rechercher dans les villages les éléments, jeunes de préférence, les plus actifs, à leur montrer la nécessité de ne pas accepter la situation dans laquelle ils se trouvent, mais, au contraire, de développer, sur tous les plans possibles, leurs propres communautés. Des entreprises, telles que la lutte contre le sous-emploi, les "investissements humains", etc., constituent des exemples de réalisations propres aux communautés, permettant d'utiliser mieux leurs ressources physiques et humaines et pour lesquelles une action de formation générale doit être tentée. La seconde action consiste à aider ces communautés à résoudre leurs problèmes techniques en veillant à ce qu'elles aient à leur disposition les trois "travailleurs" fondamentaux du développement rural - "travailleurs" qui peuvent évidemment être un "service" dans une communauté déjà développée : service agricole, école publique, clinique rurale, etc. - à savoir : l'instituteur, le moniteur agricole et l'infirmier ou l'assistante sociale, et en aidant les groupes existant dans la communauté : coopératives, groupes d'études techniques, mouvements divers, etc., en leur fournissant l'aide technique et éventuellement les ressources dont ils ont besoin.

c) Ces actions peuvent être localisées à un village ou à un groupe de villages, mais il est essentiel qu'elles soient, pour être réellement efficaces, incluses dans un plan général de développement rural qui réunirait, sur le plan d'une collectivité plus large, qui peut être la région, la province ou la nation, les différentes actions qui ont été entreprises au niveau des villages. Sur le plan du développement de la communauté, l'action de l'Etat pourra se situer au niveau politique ; détermination de l'action de partis qui, sur le plan national, essaient d'améliorer la condition des agriculteurs d'une façon globale ; mouvements religieux poursuivant un effort dans ce même sens ; actions diverses sur le plan technique, portant sur l'amélioration, par exemple, de la commercialisation des produits agricoles ; action d'organismes tels que les associations d'agriculteurs, celles groupant des travailleurs ou des employeurs.

d) Mais l'Etat devra également aider l'installation des "travailleurs" de base mentionnés plus haut (paragraphe b)), par :

- une action de formation et d'encadrement qui tendra, à travers la hiérarchie administrative, à former et à encadrer les techniciens des divers niveaux travaillant dans les régions rurales, en organisant des centres de formation à divers échelons, en créant une inspection, en nommant des techniciens spécialisés, en particulier dans le domaine agricole ;
- une action pour créer un cadre administratif et financier satisfaisant pour que ces techniciens puissent travailler dans des conditions leur permettant de servir la nation dans des conditions honorables : dispositions budgétaires, élaboration d'un statut et création d'une hiérarchie de fonctionnaires compétents, assurant à ces derniers une certaine stabilité dans leur emploi et des niveaux de salaire suffisants pour leur permettre de subsister d'une façon décente.

Le schéma ci-dessus n'a qu'une valeur indicative, car, dans une nation qui s'organise, d'innombrables facteurs interfèrent les uns avec les autres. C'est ainsi que, lorsque la structure administrative est défaillante, la constitution d'un service d'assistance aux agriculteurs peut être reprise par le biais de l'organisation d'un système de commercialisation des produits agricoles.

Le développement rural naît donc de la rencontre du désir des communautés rurales d'améliorer leur sort avec la nécessité de rétablir les structures techniques nécessaires. Les solutions

qui sont proposées dans le cadre de ce rapport tendent à engager une action dans les trois domaines principaux suivants :

- encouragements aux communautés rurales pour une action de développement;
- établissement ou rétablissement de structures élémentaires au niveau des villages et de la structure administrative rurale;
- regroupement des différentes actions dans le cadre d'un plan national de développement.

Si les impératifs de la situation économique, sociale et politique actuelle du Congo ne permettent pas une action générale dans l'ensemble du pays, des choix ont été faits dans des provinces dans lesquelles il est nécessaire et possible de travailler en première priorité, permettant ainsi d'envisager le démarrage d'actions pilotes qui pourront faire tâche utile dans quelques provinces, pour, ensuite, être étendues progressivement, en tenant compte des expériences passées, à l'ensemble du Congo.

2. MISE EN ROUTE D'UN PROGRAMME POUR LE CONGO

a) Choix des régions pour la mise en application du programme

Le choix des régions est d'une très grande importance, car d'une part la situation actuelle ne permet pas de travailler dans les régions qui ont le plus besoin d'être développées et, d'autre part, celles dans lesquelles il est possible d'entreprendre un programme sont celles qui ont conservé des structures convenables; or ce sont précisément les zones où les difficultés sont les plus grandes qui auraient le plus besoin de recevoir une assistance. Mais la seule possibilité raisonnable consiste à commencer dans les régions où l'assistance sera la plus rentable, c'est-à-dire celles où l'on peut escompter rapidement un certain succès, afin, non seulement, d'assurer le développement de ces régions, mais aussi de fournir sans retard et en quantités croissantes, des produits destinés à l'exportation, d'améliorer ainsi la situation économique générale et de créer des foyers de stabilité et de progrès dont le rayonnement incitera d'autres régions à s'engager résolument dans la même voie. Comme plusieurs des régions offrent de bonnes perspectives de succès sont situées dans les provinces frontalières, il restera à résoudre le problème suscité par les vastes étendues du centre du Congo, qu'il faut mettre en valeur, en dépit de toutes les difficultés, si l'on entend doter le pays d'un noyau solide autour duquel pourra se constituer un Etat économiquement viable, dont les populations paysannes auront le sentiment d'appartenir à la même nation.

Pour ce qui est des programmes immédiats, deux de ces régions seulement paraissent entrer en ligne de compte, le Kivu et les Uélé, suivies de l'Oubangui et peut-être, ensuite, du Lualaba. Mais il y aura lieu d'entreprendre, aussitôt que la situation politique le permettra, des études pour la mise en valeur future du centre du pays, en particulier les zones rizicoles et la cuvette centrale, qui se prêtent aux principales cultures équatoriales d'exportation, ainsi que de la province de Kwilu et du Kasai. Cependant, la province du Lualaba, ainsi que l'ancienne province du Katanga, où il a été recommandé de reprendre un ancien projet destiné à introduire la traction animale, offrent une possibilité dans ce domaine, de même que la région du Kongo Central située entre Léopoldville et la côte. L'Oubangui est également une région propice, et si la Communauté économique européenne n'a fait mention d'aucun projet de développement intéressant cette région dans son rapport, c'est peut-être parce qu'elle a pensé que la mise en oeuvre d'un tel projet découlerait naturellement de l'exécution de ceux qui sont envisagés dans les Uélé. Si l'on dispose du nombre minimum d'experts nécessaires, il devrait être possible de mettre graduellement au point des projets pour toutes ces régions.

Dans ces conditions, et compte tenu des nombreux facteurs en cause, en particulier l'assistance du Haut Commissariat aux Réfugiés, il est proposé d'entreprendre les actions suivantes :

- i) Mise en route d'un projet de développement rural au Kivu, suivant les termes du rapport séparé, intitulé "Le développement du Kivu central".
- ii) Envoi d'un groupe technique dans le bassin du Uélé qui aura pour but de déterminer les modalités d'application d'un plan de développement rural dans cette province dont le choix a été proposé par la mission, ainsi que par la mission de la Commission économique pour l'Europe.
- iii) Le même groupe examinera les possibilités de mise en oeuvre d'un programme de développement rural du même type dans une des régions du Centre du Congo. A cet effet, il étudiera plusieurs régions et proposera le choix de l'une d'entre elles, en tenant compte des différentes priorités en cause. La mise en oeuvre de ce programme pourrait commencer en 1966 pour atteindre son développement au cours des trois années suivantes.

- iv) La mise en route des programmes dans les autres provinces s'effectuera en fonction des résultats obtenus. Cependant, des actions limitées pourraient être tentées dans les provinces mentionnées ci-dessus.

b) Nature des projets à entreprendre

Un projet global de développement rural comprend donc :

- i) Une action sur le plan national dont l'objet essentiel est de stimuler la naissance des actions nationales, de favoriser leur développement, d'en assurer les moyens nécessaires à leur réalisation en étroite liaison avec les autorités nationales.
- ii) Des actions locales, qui tendent à prendre toutes mesures permettant la création, la mise en train ou la remise en marche des institutions en contact direct avec le monde rural.

Entre ces deux actions extrêmes se situent évidemment des initiatives régionales, qui, dans l'état actuel du Congo, prennent une très grande importance et qui peuvent être basées sur des recherches ou des études faites par une équipe d'experts travaillant sur le plan national.

Mais l'une des difficultés, et en même temps l'une des raisons de l'assistance technique au Congo, est la faiblesse des structures nationales pouvant prendre la responsabilité des actions à entreprendre. Aussi la mission a-t-elle proposé, après un examen des structures administratives existantes, la création d'un certain nombre d'organismes dont l'existence constituera non seulement le support de l'action d'assistance technique envisagée, mais également l'un de ses objectifs, étant entendu que, lorsqu'il auront été mis en place et fonctionneront d'une manière satisfaisante, un grand pas aura été accompli dans le développement rural du Congo.

c) Création d'un organisme national

Il sera indispensable de créer, en temps utile, un organisme national, autonome ou semi-autonome. Cet organisme ne dépendrait pas des services ministériels actuels, disposerait de crédits distincts et serait en mesure, grâce à une utilisation bien comprise de l'assistance financière fournie, d'amener les divers ministères à coopérer dans le domaine technique et de coordonner leurs activités. Il devrait être également à même d'assurer la coordination de l'assistance extérieure, au besoin en obtenant la garantie ou le maintien d'un taux de change plus favorable pour les programmes approuvés. Ce pourrait être soit une institution entièrement nouvelle, créée après consultation des divers organismes d'assistance technique et du gouvernement, soit le "Fonds de bien-être indigène", réorganisé de façon appropriée. Dans ce dernier cas, il serait nécessaire de promouvoir les consultations entre le gouvernement congolais et le gouvernement belge.

Cet organisme se composerait d'un directeur général, de nationalité congolaise ou non, désigné conjointement par les organisations d'assistance technique et par le gouvernement du Congo appuyé par les services techniques compétents, et d'un comité consultatif groupant des représentants des divers ministères ; ce comité se réunirait une fois par an, ou plus fréquemment si le Premier ministre ou le directeur général le jugeait nécessaire. Le comité consultatif aurait pour mandat d'approuver le plan annuel d'opérations ainsi que le budget. Dans le cadre du plan d'opérations approuvé, la collaboration courante entre cet organisme et les ministères s'instituerait à l'échelon départemental et sur une base technique.

A long terme, l'organisme national envisagé devra coopérer avec le ministère du Plan et le Bureau de coordination économique et les autres départements intéressés de façon à s'assurer que les mesures nécessaires soient prises sans délai en vue de :

- constituer la pyramide administrative nécessaire à tous les échelons : du territoire au gouvernement central, en passant par le district et la province ;
- remettre en état l'infrastructure des transports routiers, ferroviaires et fluviaux, prévoir les véhicules et les moyens de réparation nécessaires à tous les niveaux ;
- coordonner l'accroissement de la production rurale avec les débouchés possibles, sur les marchés intérieur et extérieur, de façon que le cycle des opérations commerciales se boucle grâce à un approvisionnement suffisant en biens d'équipement et de consommation, importés ou produits dans le pays, aux endroits demandés par les producteurs locaux et à des prix correspondant à ceux qui sont proposés aux producteurs agricoles pour leurs produits primaires ;
- coordonner les programmes de formation, décrits ci-après, avec l'enseignement professionnel dispensé par l'Ecole nationale de droit et d'administration ainsi que par les autres établissements supérieurs d'enseignement technique et professionnel ;
- adapter les activités de l'Institut national de formation professionnelle (I.N.F.P.) dont la création est envisagée aux besoins du programme de développement rural.

d) Organismes régionaux

Pour ce qui est des projets d'activités pratiques, il faudra mettre en place et faire fonctionner, pendant un certain nombre d'années, de nouvelles institutions, souples et indépendantes des influences politiques. Ces institutions ne prendront pas nécessairement la même structure dans toutes les régions.

i) Sociétés de développement rural (Rural Development Boards)

Dans les provinces du Kivu et des Uélé, la situation appelle la création de sociétés de développement, telles qu'elles sont proposées aussi bien par l'équipe de la Communauté économique européenne que, de façon tout à fait indépendante, par les membres de la présente mission qui ont procédé aux études préliminaires dans la province du Kivu. Cette suggestion soulève de multiples difficultés techniques et juridiques qu'il faudra surmonter sur le plan national comme à l'échelon international, mais montre clairement de quelle façon on pourrait instituer des sociétés de ce genre, sous réserve des adaptations qui se révéleraient nécessaires pour des motifs d'ordre technique, juridique ou pratique.

ii) Autres types d'organismes

Dans les régions qui ne disposent pas de structures administratives, traditionnelles ou modernes, et dans lesquelles le secteur privé est faible, encore qu'il soit possible d'y développer en grand des cultures d'exportation (éventuellement après l'engagement de fortes dépenses pour des réseaux de drainage et d'autres travaux publics et l'investissement d'importants capitaux pour les opérations de débroussaillage, de plantation, d'entretien et de transformation), on pourrait envisager, comme variante, la création d'une société commerciale de développement (Development Company) qui permettrait la collaboration entre les pouvoirs publics et les capitaux étrangers. On pourrait trouver des moyens pour que ces sociétés(ou Company) se voient attribuer des tâches administratives dans leur région et puissent bénéficier de l'assistance technique des organisations internationales, en ce qui concerne surtout les problèmes techniques, administratifs, sociaux et sanitaires. Des organisations de type précoopératif, à direction centrale, pourraient être instituées, bien que ce système accroisse les risques de pressions exercées à des titres divers et capables de nuire à un développement accéléré et puisse peut-être gêner l'afflux des capitaux extérieurs nécessaires. La situation générale en ce qui concerne les coopératives rurales est esquissée à l'annexe E.

iii) Cas particulier du Kivu

Le plan de développement du Kivu central contient des suggestions pratiques concernant le développement de certaines zones. Le choix des actions prévues démontre qu'on ne saurait entreprendre d'actions à priori sans une série d'études, ayant pour objet, dans le cadre d'une conception générale du développement rural, d'améliorer les conditions de vie des agriculteurs, qu'ils soient réfugiés ou non. Aussi, pour que les divers projets envisagés aient quelque chance d'être menés à bien, il importera de poursuivre les études d'un projet à un autre, et de tenir compte de l'expérience acquise pour un projet donné, de façon à en parfaire l'exécution et à utiliser cette expérience pour d'autres projets. La documentation préliminaire préparée pour le projet du Kivu indique le genre de recherches préalables qu'il conviendra d'effectuer; d'autre part, un modèle d'étude sociale qui devra être entreprise figure dans le même texte. Le plan d'opérations du Kivu décrit la première phase de l'exécution proprement dite, qui devra être suivie par l'application d'un plan à long terme élaboré sur la base de l'expérience acquise au cours de la première année, lorsque l'on saura sur quels appuis supplémentaires on peut compter.

Echelonnement des opérations

En ce qui concerne la première phase des opérations, c'est-à-dire pendant la période allant jusqu'à la fin de 1965, la mission d'étude pourra superviser et coordonner l'exécution des projets entrepris; à partir de 1966, cependant, il sera peut-être nécessaire de répartir cette tâche entre un groupe national de coordination et un groupe d'étude. Ces deux groupes devront travailler d'après les instructions de l'autorité nationale de planification et de coordination économique, et en étroite collaboration avec le cabinet du Premier ministre. Ils devront disposer d'homologues et de contreparties, de véhicules, de bureaux mis à leur disposition de façon permanente à Léopoldville, ainsi que d'un personnel de secrétariat et de bureau approprié.

Au cours du premier stade d'exécution du projet du Kivu, les organisations intéressées devraient coordonner leurs activités et accepter que celles-ci soient dirigées, dans leur ensemble, par un chef de projet; elles continueraient cependant à disposer elles-mêmes de leurs propres fonds. Après douze mois au maximum, un organisme permanent, ayant un programme quinquennal, serait créé pour chaque projet. Pour le Kivu et les Uélé, cette administration se composerait de sociétés de développement et des efforts devraient être fournis pour résoudre, dès les premiers mois, les problèmes d'ordre technique ou juridique qui pourraient se poser. La présence d'un expert possédant une formation juridique et une bonne expérience du Congo, ainsi que du fonctionnement des organisations internationales, sera indispensable. Cet

expert devra se familiariser avec les conditions particulières qui règnent au Kivu, de façon à se faire une conception exacte des difficultés qui devront être surmontées et à trouver des solutions qui conviennent aux institutions juridiques du Congo, tout en tenant compte des limites inhérentes aux organisations d'assistance technique, internationales ou autres.

Il y aurait lieu d'examiner si les autorités congolaises accepteraient une autre solution, consistant à mettre sur pied une société de développement ayant un capital congolais et étranger et doté de pouvoirs administratifs dans la zone d'opérations qui relèverait de sa compétence. C'est une solution qui pourrait bien convenir pour les régions où il n'existe guère d'organisation administrative, traditionnelle ou moderne, et où il pourrait être possible de pratiquer la monoculture grâce à des investissements importants.

e) Problèmes techniques particuliers

1) Importance des questions agricoles

Le Congo, dans sa partie sud-est exceptée, est avant tout un pays agricole. La désagrégation de la production agricole, la tendance actuelle des agriculteurs à vivre sur eux-mêmes et à ne plus livrer de produits à la vente, parce qu'ils ne peuvent les vendre et, d'ailleurs, ne peuvent rien acheter avec le produit de ces ventes sont des phénomènes graves qui sont sans aucun doute des facteurs de désagrégation de la nation tout entière. L'absence presque complète d'échange entre les régions pousse ces dernières, puis chaque village, puis peut-être chaque agriculteur, à transformer l'économie de marché dans laquelle ils ont pu se trouver, en une économie de subsistance et, en même temps que la partie commercialisée des cultures marchandes se réduit presque partout, chaque village s'efforce de produire ce dont il a besoin, même si les conditions naturelles n'y sont pas favorables. Les conséquences de cet état de faits sont innombrables et le retour à une économie de subsistance s'accompagne, en particulier, de maladies provoquées par les déséquilibres alimentaires dus à la rareté des produits animaux et à la quasi-disparition des programmes à long terme d'amélioration de l'élevage. Dans ces conditions, le rétablissement d'une économie agricole convenable doit constituer l'un des premiers objectifs d'un programme de développement rural. Ce rétablissement doit se faire dans le cadre général d'un programme s'attaquant à l'ensemble des facteurs du développement rural d'une façon globale.

- D'une part, en apportant aux agriculteurs le soutien technique dont ils ont besoin. Ainsi que le rapport de la C.E.E. le mentionne, les travaux de recherche dans ce domaine n'ont besoin d'être poursuivis que pour un très petit nombre de produits, car les souches agricoles sont bien connues et ont été propagées par les soins de l'I.N.E.A.C.

L'oeuvre accomplie par l'I.N.E.A.C., grâce à ses expériences sur les possibilités de cultiver au Congo toute une série de produits agricoles, a été poussée si loin que l'on connaît dès à présent les produits qui se prêtent le mieux à diverses régions du Congo et que, dans la plupart des cas, l'on a non seulement expérimenté et sélectionné des variétés appropriées, mais qu'on les a déjà multipliées sur place, si bien qu'une bonne base technique pour l'extension immédiate de ces cultures est d'ores et déjà établie. Il n'en demeure pas moins que cet organisme avait fait porter le plus clair de ses efforts sur les cultures marchandes, notamment celles qui offraient des possibilités d'exportation, et sur les produits tropicaux proprement dits. Or il y a encore de nombreuses études à faire sur place quant aux cultures - vivrières surtout - convenant aux zones tropicales tempérées par l'altitude, au-dessus de 2.000 mètres.

Le problème consiste donc à redonner aux agriculteurs des notions d'agriculture moderne et à les soutenir par une action de diffusion du progrès technique agricole adaptée à leur condition.

D'autre part, en remettant en marche, lorsqu'ils ont été sérieusement altérés, les circuits de commercialisation "en partant du sommet", à savoir l'existence d'organismes en mesure d'acheter leur production agricole à un prix raisonnable. Dans de nombreuses régions du Congo, certains circuits sont basés, en particulier sur des organisations privées, et il suffit de peu de chose pour rattacher la production agricole locale à celles qui fonctionnent encore. Par contre, dans d'autres parties du Congo, les circuits qui avaient été établis avant l'indépendance ont disparu et les agriculteurs n'ont plus aucune possibilité d'écouler leurs produits; il faut donc les reconstituer afin de permettre aux agriculteurs de s'approvisionner d'une façon correcte en outils, grains, engrais, produits chimiques, etc., ainsi qu'en denrées nécessaires à leur consommation, en échange des produits qu'ils auront pu livrer.

Il est certain que, à cette occasion, la question des structures agricoles se pose. L'existence d'organismes de vente est une nécessité, qu'ils soient coopératives ou sociétés à appellations diverses. La remise en marche des transports est la condition de toute reprise de la commercialisation.

En dernier lieu, dans l'état actuel du Congo, les organisations de commercialisation peuvent jouer un rôle très important en matière d'amélioration de la production agricole et de reprise de méthodes culturales convenables. En effet, il semble bien que ce soit là le seul moyen pour l'agriculteur de prendre ou de reprendre de bonnes habitudes culturales que les développements actuels lui ont fait perdre. La sévérité que doivent manifester

les organisations de commercialisation en matière de sélection des produits, en même temps que l'offre par ces mêmes organismes d'une action technique permettant à l'agriculteur d'améliorer le prix unitaire qu'il reçoit pour ce même produit, doivent lui permettre d'améliorer peu à peu les productions commercialisables, en même temps que des productions vivrières nécessaires à sa consommation.

Mais il convient d'ajouter que parallèlement à la remise en marche des organismes de vente des produits, un effort comparable doit être fait pour livrer à l'agriculteur (et à des prix acceptables pour lui) des produits et denrées nécessaires à la consommation personnelle et à l'amélioration de la production car le fait qu'il ne peut rien acheter avec ce qu'il pourrait gagner constitue l'un des facteurs essentiels de la régression de la production agricole au Congo.

Le rétablissement d'un système de diffusion du progrès technique et de centres de formation professionnelle rurale, tel que ceux recommandés plus loin, permettra de compléter l'action nécessaire en matière de progrès technique qui est à la base du développement agricole du Congo.

2) Problèmes de formation

Le personnel nécessaire à l'exécution de programmes globaux peut être divisé en quatre catégories principales :

- i) les techniciens supérieurs;
- ii) des auxiliaires ou cadres moyens;
- iii) les dirigeants des communautés;
- iv) les travailleurs qualifiés : artisans, ouvriers agricoles, ouvriers attachés à différentes entreprises rurales, en particulier aux plantations, etc.

D'autre part, les problèmes concernant la formation de ce personnel comportent trois aspects principaux : le recrutement du personnel à former, la formation proprement dite et l'utilisation de ce personnel dans un cadre administratif et financier satisfaisant.

Formation des cadres supérieurs. - En dépit de la pénurie de personnel supérieur dont souffre le Congo, il serait préférable de ne pas envisager dans le cadre de ce projet de former des spécialistes d'un niveau élevé, pour plusieurs raisons. Etant donné que des Universités et des écoles supérieures spécialisées viennent d'être créées et qu'il existe déjà un petit nombre de personnes ayant reçu une formation supérieure, les actions prévues au projet devraient surtout viser à leur donner, pendant et après les cycles d'études, des compléments de formation. Dans ce but, on organisera des sessions de durée variable portant en particulier

- sur la formation générale leur permettant d'avoir une vue plus large des problèmes à résoudre,
- sur certains aspects particuliers de leur formation qu'il convient d'approfondir pour leur permettre de jouer leur rôle,
- sur des connaissances de base leur permettant non seulement de travailler dans des régions rurales avec efficacité mais aussi de leur donner le goût et l'envie de travailler dans ces régions.

Ceci pourrait se faire en utilisant des institutions de formation supérieure existantes, telles par exemple l'école d'administrateurs ruraux créée au Katanga en 1961, ou les établissements d'enseignement supérieur qui existent ou, dans le cadre d'un programme général de développement du Congo par l'organisation de cycles spécialisés au Congo même. De plus, de nombreuses possibilités de bourses doivent permettre à des éléments soigneusement choisis et susceptibles de travailler ensuite dans des régions rurales de compléter leur formation à l'étranger, soit sur le plan technique, soit sur le plan général. Il faudrait, d'autre part, que des techniciens très qualifiés congolais ou étrangers puissent les orienter et les soutenir dans leurs activités pratiques.

Formation des cadres moyens. - C'est un problème qui a déjà été abordé dans les écoles, par exemple les écoles de mission et toutes les institutions de formation moyenne existant au Congo; le problème est complexe car de nombreux cadres moyens existaient et existent encore au Congo, mais il semble de plus en plus difficile d'intégrer ces cadres dans un système leur permettant de travailler avec une sécurité de personne, d'emploi et de salaire suffisante. La remise en marche de systèmes d'enseignement et de diffusion du progrès agricole dans chacune des provinces considérées, d'un réseau convenable de cliniques rurales animées par des infirmiers compétents, voire d'institutions d'enseignement, doit constituer l'une des préoccupations majeures d'un programme de développement rural. En plus, il conviendrait peut-être d'envisager la formation complémentaire (ou le "recyclage") des différents cadres moyens qui pourraient être retrouvés et remis au travail dans un cadre administratif et financier satisfaisant; il appartiendra aux experts attachés au programme de développement rural intégré d'envisager la formation systématique complémentaire de tous les cadres moyens.

La formation des dirigeants des communautés (appelés parfois "animateurs" ou "innovateurs", c'est-à-dire membres d'une communauté qui, animés d'un esprit de progrès enthousiaste, introduisent eux-mêmes de nouvelles méthodes et persuadent leurs voisins d'en faire autant), devrait faire l'objet de toute l'attention des responsables de la mise en oeuvre d'un programme de développement rural. Deux actions doivent être envisagées : d'une part, une formation complémentaire donnée à des responsables de communauté au cours de cycles de durée variable dans lesquels seraient introduites des notions élémentaires des différents besoins de la communauté : agriculture, santé, éducation, etc. D'autre part, la mise en route d'un réseau d'agents s'appuyant sur les membres des communautés et qui devrait permettre à ces derniers d'être soutenus par leur action sur le plan technique par des techniciens compétents qui leur montreraient d'un côté comment résoudre le problème se posant à la communauté dans chacune de leur spécialité, d'un autre côté, comment explorer les ressources potentielles mais non encore exploitées de cette même communauté. Des centres seraient ainsi établis dans des régions où l'on déploie déjà une certaine activité, donnant des notions d'administration locale, d'instruction civique, d'hygiène, de technique agricole, apprenant aux responsables des villages à mettre en route des écoles, des oeuvres sociales, des activités en faveur de l'amélioration individuelle des habitants des villages. Il est très important que ces notions insistent sur la nécessité pour les habitants des villages de trouver une solution eux-mêmes à leurs propres problèmes et ne séparent pas le jeune homme de son milieu; il serait nécessaire que les dirigeants et les chefs de famille puissent s'absenter pour recevoir une formation complémentaire sans qu'ils risquent de ne plus pouvoir gagner leur vie et celle des leurs.

La formation des travailleurs qualifiés est enfin un impératif de tout programme de développement rural, qu'il s'agisse d'agriculteurs, d'ouvriers agricoles, d'artisans, d'ouvriers travaillant à des petites entreprises industrielles, etc. Cette formation doit déboucher sur un emploi, qu'il s'agisse d'une formation complémentaire donnée à des agriculteurs, ou à des artisans qui retrouveront ultérieurement leur exploitation ou leur atelier, à des ouvriers détachés pour une certaine période par leur entreprise (industries ou plantations) pour recevoir des éléments de base de formation, à des jeunes gens auxquels les rudiments d'un métier seront donnés en fonction de perspectives d'emploi potentiel : jeunes gens s'en allant travailler dans l'agriculture pour des projets de mise en valeur, artisans pouvant ultérieurement recevoir des crédits d'installation; il convient d'ajouter à ce sujet que cette formation ne doit pas être une formation "au rabais" car un salarié dans la campagne est plus livré à lui-même qu'il ne l'est en ville car il doit être polyvalent et la rareté de l'outillage et des pièces de rechange dans les régions

rurales l'obligent à fabriquer lui-même les pièces dont il peut avoir besoin. C'est pourquoi la formation de ces artisans et de ces travailleurs qualifiés devrait être comprise dans un vaste plan d'apprentissage établi pour l'ensemble des villes et des régions rurales d'une province, compte tenu des adaptations exigées par les conditions propres aux régions rurales.

3) Problèmes annexes aux problèmes de formation

Comme il est indiqué plus haut, au paragraphe 23, des problèmes annexes très importants aux problèmes de formation se posent à leur sujet :

Le premier est celui du recrutement des personnes à former : on peut se demander si dans l'état actuel de l'économie congolaise il ne serait pas souhaitable d'entreprendre moins la formation que le perfectionnement de personnes ayant déjà certaines qualifications et surtout occupant des postes dans l'administration. En effet, à la suite de l'indépendance et du départ de nombreux techniciens belges tous les postes ont été occupés par des Congolais manquant souvent de formation et auxquels il convient par suite de donner des compléments correspondant à la fonction qu'ils occupent actuellement.

Le second problème est celui du placement des personnes formées. On constate en effet la disparition dans les campagnes des structures élémentaires qui permettaient autrefois le fonctionnement d'une économie rurale relativement harmonieuse et qui ont disparu par suite du repliement de nombreuses régions ou, de même, de nombreux villages sur eux-mêmes. Il semble, par exemple, que même dans les petites villes il existe une administration pléthorique et relativement inefficace, mais que, d'autre part, de nombreuses régions rurales sont complètement abandonnées et que les techniciens agricoles ont été renvoyés chez eux sans qu'il soit possible de les réintégrer dans un cadre administratif et financier satisfaisant. Le problème consiste donc d'une part à rétablir l'administration sur des bases saines sans que l'on puisse bouleverser les droits acquis mais en obligeant systématiquement les fonctionnaires à améliorer leurs capacités et à se déplacer dans les zones rurales. D'autre part, il faudrait retrouver les techniciens qui existaient autrefois dans la mesure du possible, leur donner la possibilité de réintégrer un cadre administratif et financier leur permettant de subsister. Toute cette série d'action doit naturellement s'intégrer dans des projets à long terme couvrant non seulement les différents aspects de la formation mais replaçant cette dernière dans une vision plus lointaine du développement économique et social de chaque région.

4) Recommandations en matière de formation

Toute recommandation en matière de formation doit tenir compte des institutions existantes soit sur le plan de l'éducation, soit sur celui de la formation technique. A cet égard il est difficile de faire des recommandations générales en matière de formation car des institutions de toute sorte ont existé au Congo et il ne peut être question dans la situation actuelle de ce pays de double emploi aboutissant à un gaspillage de personnes et dirigeants. Cependant, il est proposé de créer dans le cadre de chaque projet un centre de formation polyvalent ayant les objectifs suivants :

- dispenser une formation complémentaire en matière de méthodes de travail et initier au travail pratique le personnel supérieur de toutes catégories qui sera appelé à travailler sous une forme ou une autre en liaison avec le programme de développement rural intégré;
- donner, en liaison avec les institutions existantes, aux cadres moyens, une formation complémentaire dans les secteurs de base de développement des communautés rurales;
- assurer par des sessions de recyclage périodique la continuité de la formation technique de ces cadres moyens, ainsi que le maintien d'une coordination et d'un enthousiasme au travail leur permettant d'assurer leurs activités dans les meilleures conditions;
- organiser des cours périodiques pour les dirigeants des communautés des villages et leur donner une initiation à des méthodes modernes dans les différents secteurs d'activité intéressant le village aussi bien en matière agricole que dans le cadre de la santé ou de l'éducation. Le programme serait dispensé sous forme d'une série de cours accélérés destinés à chaque catégorie de dirigeants. Il comprendrait des visites dans des villages-pilotes, serait basé sur des éléments d'éducation de base d'instruction civique et d'enseignement technique;
- donner une formation élémentaire à des agriculteurs choisis en vue de leur permettre de mieux assimiler les nouvelles techniques requises par les différents stades de production des cultures commercialisables à introduire dans les villages : thé, coton, etc.. Donner des éléments d'initiation à des métiers ruraux non agricoles afin, d'un côté, de perfectionner les artisans existants, d'un autre côté, de permettre aux agriculteurs d'entreprendre certains travaux artisanaux nécessaires à leurs activités : réparation ou fabrication d'outils en métal ou en bois, construction et aménagement des chemins ou de canaux d'irrigation, petite maçonnerie, etc.

Projet Fonds spécial O.I.T. pour le développement de la formation professionnelle au Congo.

En ce qui concerne le projet de développement rural intégré au Congo, il doit être tenu compte du projet parallèle de développement de la formation professionnelle (Fonds Spécial des Nations Unies, agent d'exécution B.I.T.).

Ce projet vise en premier lieu à assister le gouvernement central dans la création d'un Institut national de préparation professionnelle (INPP), dont les attributions ont été définies dans le cadre d'une ordonnance-loi. Selon cette loi, l'INPP par association des intérêts et des responsabilités de l'Etat, des employeurs et des travailleurs est chargé de collaborer à la promotion, à la création et à la mise en application des moyens existants ou nouveaux, nécessaires pour la qualification professionnelle de la population active du Congo et à la coordination de leur fonctionnement.

Son action est notamment destinée au perfectionnement et à la promotion professionnelle des travailleurs dans l'emploi, à la formation rapide de nouveaux travailleurs adultes, à l'apprentissage dans l'emploi, à la préparation professionnelle des bénéficiaires d'une culture générale de base et à l'adaptation professionnelle de ceux ayant reçu une formation technique ou professionnelle de type scolaire.

Son action tendra également à faciliter la conversion de la qualification professionnelle des travailleurs devant changer de profession ou de métier et la réadaptation professionnelle des travailleurs frappés d'incapacités professionnelles.

L'INPP est chargé en outre :

- de créer et de maintenir la coopération entre tous les organismes s'occupant de formation technique et professionnelle, notamment en établissant et en distribuant toutes informations utiles sur les possibilités de formation pour chaque profession;

- de collaborer à la désignation des professions pour lesquelles des normes de qualification sont considérées comme nécessaires ou souhaitables, à l'établissement de ces normes, à la détermination de la nature et du degré des qualifications professionnelles et à l'organisation des examens destinés à les sanctionner;

- de coopérer avec les services publics et les organisations professionnelles intéressées à l'établissement d'une classification professionnelle et à la détermination des qualifications professionnelles pour chaque niveau d'emploi, pour chaque métier ou chaque profession;

- d'apporter le fruit de son expérience aux services publics chargés de l'étude des tendances du marché de l'emploi, de l'évaluation des besoins actuels et futurs des travailleurs des différents niveaux de la classification professionnelle, du placement des travailleurs;

- de promouvoir le système adéquat d'orientation et de sélection professionnelle et de participer à son fonctionnement;

- de collaborer avec le Ministère de l'Education nationale et avec toutes les organisations professionnelles ou culturelles, intéressées aux activités de préparation préprofessionnelle.

Etant donné que, dès sa création, cet Institut doit coordonner sur le plan national toutes les activités existantes et futures de formation professionnelle au Congo et que le projet d'intégration rurale envisagera ultérieurement de mener des actions de formation professionnelle, je suggère que dans le rapport cité en référence il soit fait mention des tâches incombant à l'INPP et des contributions éventuelles que cet Institut pourrait apporter au projet d'intégration rurale dans le domaine de l'organisation et de l'exécution de ses activités de formation professionnelle.

Il est par ailleurs envisagé que l'INPP coordonnera à l'avenir les activités de formation se déroulant actuellement avec l'aide d'experts du B.I.T. dans les services de mécanisation (TPM) à Stanleyville, Coquilhatville et Bukavu.

En outre, il est prévu que toutes les assistances en matière de formation professionnelle dont pourrait bénéficier à l'avenir la République du Congo de la part d'organisations privées, publiques ou internationales seront coordonnées par l'INPP avec l'assistance du B.I.T.

Actuellement, le B.I.T. est en train d'élaborer un projet ayant pour objet la création d'un ou de plusieurs centres identiques dans lesquels seront formés des travailleurs pour les métiers du bâtiment (formation de base adaptée aux conditions du Congo ou d'une région du Congo). La construction et l'équipement de ces centres ainsi qu'une partie de la matière d'oeuvre seront fournis par le "Neue Heimat", une entreprise privée allemande de construction appartenant au "Deutsche Gewerkschaftsbund". Le projet en question sera élaboré en consultation avec l'INPP et les responsables du projet d'intégration rurale de façon à intégrer les centres créés parmi les différents moyens que l'INPP utilisera pour accomplir sa tâche.

D. ASSISTANCE TECHNIQUE INTERNATIONALE NECESSAIRE

1. CONSIDERATIONS GENERALES
2. PERSONNEL INTERNATIONAL REQUIS SUR LE PLAN NATIONAL
3. PERSONNEL POUR LES PROJETS REGIONAUX
 - a) Personnel international
 - b) Volontaires
4. EQUIPEMENT
5. BOURSES

1. CONSIDERATIONS GENERALES

La mise en oeuvre d'un programme global de développement rural dans un pays comme le Congo, la faiblesse des moyens dont disposent les organismes d'assistance éventuelle comparée aux immenses besoins en accroissement constant obligent à une stricte économie des moyens correspondant à l'utilisation maximum des ressources disponibles. Toute action d'assistance technique suppose :

- a) des conseils techniques - accompagnés de l'assurance qu'ils seront suivis, d'une façon volontaire ou autoritaire;
- b) des investissements matériels;
- c) des actions de formation.

Le caractère "global" de la mise en oeuvre du programme exige une étroite liaison entre ces trois types d'actions; les règles actuelles d'assistance technique ne permettent pas en ce qui concerne l'action des organisations des Nations Unies et les organisations spécialisées, une action en matière d'investissements. Cette question devra être étudiée en liaison avec des organismes compétents, en particulier la Commission économique européenne, et éventuellement des organismes financiers.

a) Relations interorganisations

Le présent rapport est conçu sans qu'il soit fait allusion aux compétences respectives des organisations. Cette question n'a que peu de rapport avec les difficultés actuelles que rencontre le Congo. Les besoins immenses de ce pays, la situation catastrophique qui règne dans certaines régions, la nécessité d'une unité d'action de la part des organisations des Nations Unies, font que les problèmes de compétence doivent être relégués au second plan ou traités en dehors même du Congo. L'ensemble du projet global de développement rural doit constituer par lui-même un pôle d'attraction qui, se combinant avec l'action de la Commission économique européenne, permettra à d'innombrables bonnes volontés de s'agglomérer en vue d'une coordination des actions à entreprendre.

Les nombreuses organisations qui sont à l'oeuvre au Congo ne demandent qu'à participer à une action indépendante, efficace et à long terme, même si les moyens sont limités. L'existence d'une politique nationale ou régionale doit permettre, en effet, le regroupement des initiatives, de quelque ordre ou de quelque nature qu'elles soient, autour de l'objectif commun qui est d'améliorer les conditions de la vie économique et sociale de l'agriculteur congolais. Aussi, la question de compétence a-t-elle été

délibérément écartée des propositions qui vont suivre en matière d'assistance technique. Il est certain que le problème dominant est celui du rattachement des experts et instructeurs à des structures de développement dont ils recevront l'impulsion sous le conseil technique des organisations auxquelles ils appartiennent. La solution proposée de la création de sociétés de développement doit permettre, sur le plan pratique, de résoudre des problèmes de collaboration, non seulement entre les différentes organisations des Nations Unies, mais entre ces dernières et la C.E.E., entre le groupe précédent et les organisations d'assistance bilatérale, enfin, entre tous ces organismes et les autorités congolaises, à quelque niveau que ce soit.

b) Nécessité d'une coordination interorganisation
à tous les niveaux

La complexité des problèmes en cause, la nécessité d'avoir au Congo des équipes d'experts solides et des liaisons constantes avec les autorités congolaises nécessitent l'établissement de relations étroites entre les différentes organisations intéressées, aux niveaux de travail : sur le plan local, sur le plan national du Congo, sur le plan des relations interorganisations.

Sur le plan local, la solution proposée est celle de la création de sociétés de développement (voir annexe 1 du rapport "Le développement du Kivu").

Sur le plan national, la solution proposée est celle de la création d'une "mission de développement rural" au Congo animée par un coordonnateur général assisté d'un groupe d'experts appartenant aux différentes organisations intéressées mais choisis évidemment en fonction de leurs qualités personnelles et techniques. Ce coordonnateur ferait rapport général à l'organisation responsable de l'application de la politique générale du projet, chacun des experts faisant rapport à sa propre organisation par le canal du coordonnateur général, et étant choisi de telle sorte qu'il puisse être responsable des activités du groupe d'experts de sa spécialité travaillant sur le plan local.

Sur le plan des relations interorganisations, des suggestions et propositions seront faites le moment venu. Cependant, l'idée d'un mécanisme assurant des consultations régulières périodiques entre organisations s'impose afin de garder au projet l'unité de conception et d'action nécessaire.

c) Liaisons avec d'autres projets existant au Congo

De nombreux projets ont été développés par diverses organisations au Congo, et des liaisons doivent exister entre ces projets et le projet de développement rural, surtout lorsque les champs d'action de ces projets se chevauchent et que les projets sur le plan géographique se trouvent dans des régions similaires. Il appartiendra à l'équipe nationale et aux équipes régionales d'assurer elles-mêmes cette coordination, mais également aux organisations de donner toutes instructions pour que cette coordination puisse s'exercer sur le plan pratique. D'autre part, il pourra être fait appel à des sources de financement diverses suivant la partie du projet intéressé. C'est ainsi que par exemple le Fonds spécial des Nations Unies pourrait être appelé à financer des réalisations en matière de formation professionnelle, que des assistances bilatérales puissent collaborer suivant des préférences d'ordre géographique à un aspect déterminé d'un projet régional, etc.

2. PERSONNEL INTERNATIONAL REQUIS SUR LE PLAN NATIONAL

Une forte équipe nationale devra être prévue, douée de moyens importants et d'une mobilité maximum, si possible décentralisée en fonction des nécessités du projet. Elle comportera les experts suivants :

1. Un coordonnateur général, responsable général du projet, qui sera chargé d'harmoniser les divers projets régionaux, de procéder aux études proprement dites et d'assurer la liaison avec les autorités congolaises. Il devra veiller à ce que les mêmes principes et les mêmes méthodes soient régulièrement appliqués, et s'assurer que chaque nouveau projet bénéficie de l'expérience acquise dans la mise en oeuvre des projets déjà en cours d'exécution.
2. Un économiste spécialisé dans les questions agricoles et possédant l'expérience des problèmes de développement dans les régions tropicales.
3. Un sociologue spécialisé dans les questions rurales et possédant l'expérience des problèmes de travail et des problèmes sociaux qui se posent lors d'une évolution sociale accélérée, en particulier dans les communautés tribales.
4. Un administrateur rural ayant une grande expérience en matière de planification et de coordination des travaux des services techniques.

5. Un agronome expérimenté spécialiste des cultures tropicales, responsable de l'ensemble du personnel technique agricole du projet et de la politique suivie par le projet en matière agricole.
6. Un agronome ou un vétérinaire spécialiste des questions d'élevage, chargé d'examiner et de mettre en oeuvre les mesures nécessaires à un développement coordonné de l'élevage dans les zones dans lesquelles le projet va commencer.
7. Un agronome adjoint au poste 5, plus spécialement chargé des questions de diffusion du progrès technique.
8. Un spécialiste des industries rurales connaissant les questions de la commercialisation des produits agricoles.

Note importante : Les postes 5, 6, 7 et 8 devront être établis en liaison et coordination étroite avec le programme de la F.A.O. au Congo, mais les services de ces experts devront cependant être exclusivement consacrés au projet.

Ces experts seraient occupés à plein temps. Ils seraient amenés à faire appel, de temps à autre, à différents spécialistes (ingénieurs forestiers, éducateurs, spécialistes de la santé publique, experts en matière d'emploi, spécialistes de la formation professionnelle, du travail social et du développement communautaire) qui devraient se trouver au Congo pendant un certain temps, de façon qu'il soit au moins possible de les consulter. Si ces experts ne sont pas disponibles sur place, il pourrait être nécessaire d'en engager dans le cadre de missions d'étude. Une équipe se composant de trois membres et d'un fonctionnaire, chargé de la coordination, devrait suffire jusqu'à la fin de 1964. L'ensemble des postes 1 à 6 inclus devraient être pourvus en 1965, les postes 7 et 8 en 1966.

3. PERSONNEL POUR LES PROJETS REGIONAUX

a) Personnel international

La mise en oeuvre de chaque projet demandera la présence d'experts occupés à plein temps, spécialisés dans divers domaines dont le nombre variera en fonction des circonstances, ainsi que le concours, à temps partiel, d'autres experts déjà sur place dans les provinces intéressées. Il faudra notamment prévoir, pour l'une ou l'autre catégorie, les experts suivants :

- i) un chef de projet qui devrait avoir une formation générale solide et une bonne expérience des questions administratives dans les campagnes des régions tropicales, et qui soit si possible compétent dans un ou plusieurs des domaines suivants : administration du travail, formation, développement communautaire, travail social et économie agricole;
- ii) un économiste, spécialisé dans les questions agricoles;
- iii) un agronome familiarisé avec les conditions qui règnent dans les régions tropicales;
- iv) un spécialiste de la formation rurale;
- v) un spécialiste des coopératives;
- vi) un expert en matière de développement communautaire;
- vii) un spécialiste de l'enseignement rural et de l'éducation des adultes;
- viii) un spécialiste de l'artisanat rural et des petites industries;
- ix) un médecin de la santé publique.

Dans certains cas, il pourra être nécessaire de s'assurer les services de vétérinaires, de spécialistes de la pêche en eau douce et de forestiers.

b) Volontaires

Il y a au Congo une telle pénurie de personnel qualifié que le nombre de techniciens étrangers, par rapport au personnel local devra être plus élevé qu'à l'accoutumée. De plus, il existe un besoin urgent de techniciens adjoints, qu'il s'agisse d'experts adjoints ou d'assistants du type des "volontaires de la paix". Des possibilités d'emploi quasi illimitées sont offertes à ces auxiliaires, à condition qu'ils parlent le français ou le swahili; la Croix-Rouge et d'autres organisations bénévoles ont d'ailleurs fait appel à un personnel de ce type au Congo, et, à plus grande échelle, en Ouganda et au Tanganyika. Il est donc recommandé d'entamer des pourparlers avec les organisations appropriées de façon à obtenir leur concours. Un statut convenable devrait être mis au point pour les volontaires. Le tableau ci-joint contient une estimation très approximative du nombre et de la catégorie de personnel étranger qui sera nécessaire, cette année et pour les cinq années à venir.

S'il n'est pas possible d'obtenir l'assistance de volontaires aux niveaux moyens, il sera en tout cas nécessaire de faire appel à un personnel qualifié en plus des Congolais qui devrait être formé à cet effet et dont la formation devrait être incluse dans le programme. On doit en tout cas prévoir que, dans les prochaines années, les tâches d'exécution et de supervision devront être assurées par des non-Congolais même à défaut de ces volontaires.

EXPERTS ET VOLONTAIRES ETRANGERS NECESSAIRES

Projet	Catégorie de personnel	1964	1965	1966	1967	1968	1969
National	Chef ou coordonnateur	1	1	1	1	1	1
	Economiste spécialisé dans les questions agricoles	1	1	2	2	2	1
	Sociologue spécialisé dans les questions rurales	1	1	2	2	2	1
	Administrateur rural	1	1	2	2	2	1
	Agronome (cultures)	-	1	2	2	2	1
	Agronome (élevage)	-	1	1	1	1	1
	Agronome adjoint	-	-	1	1	1	1
	Spécialiste industries rurales commercialisation	-	-	1	1	1	1
Kivu	Chef de projet	1	1	1	1	1	1
	Formation rurale	1	1	1	1	1	-
	Coopératives	1	1	1	1	1	1
	Agronomie (ou élevage)	1	1	2	2	2	2
	Economie agricole	-	1	1	1	-	-
	Pêche en eau douce	-	-	1	1	1	-
	Développement communautaire	-	1	1	1	1	1
	Administration rurale	-	2	2	2	2	1
	Artisanat rural et petites industries	-	1	1	1	1	1
	VOLONTAIRES		<u>10</u>	<u>20</u>	<u>25</u>	<u>25</u>	<u>25</u>
Uélé	Chef de projet		1	1	1	1	1
	Formation rurale		1	1	1	1	1
	Coopératives		1	1	1	1	1
	Agronomie (ou élevage)		1	2	2	2	2
	Développement communautaire		-	1	1	1	1
	Administration rurale		-	2	2	2	2
	Artisanat rural et petites industries		-	1	1	1	1
	VOLONTAIRES		-	<u>10</u>	<u>20</u>	<u>25</u>	<u>25</u>
Région du Centre du Congo	Chef de projet			1	1	1	1
	Formation rurale				1	1	1
	Coopératives				1	1	1
	Agronomie			1	2	2	2
	Pêche en eau douce				1	1	1
	Administration rurale			1	1	1	1
	Artisanat rural et petites industries			1	1	1	1
	VOLONTAIRES			<u>5</u>	<u>10</u>	<u>20</u>	<u>20</u>

4. EQUIPEMENT

Il est très difficile de prévoir l'équipement nécessaire au projet car,

- de l'équipement important existe déjà au Congo, mais l'état dans lequel il se trouve est en pratique inconnu;
- à chaque poste d'expert doit se trouver rattaché l'équipement nécessaire au développement de ses activités;
- des priorités doivent être accordées aux problèmes de transport, de liaison, de communications rapides.

Les postes importants sont les suivants :

Transports et autres moyens de communication, y compris la radio;

Equipement agricole pour l'activité propre des experts;

Equipement agricole pour le compte du Congo;

Moyens d'enseignement et de démonstration;

Equipements personnels pour la vie des experts;

Equipement de bureau.

Quoi qu'il soit très difficile de chiffrer la valeur de l'équipement demandé, une approximation suffisante pourrait être de considérer qu'à chaque poste d'expert correspond en devises (et non en francs congolais) une dépense prévisionnelle d'équipement égale approximativement au tiers du coût global du poste d'expert (soit environ 6.000 dollars pour un poste d'expert de grade P.4-1).

5. BOURSES

Comme en ce qui concerne l'équipement, la question des bourses est difficile à préciser. On peut cependant estimer :

- a) qu'il est peu souhaitable d'encourager les Congolais à faire des études à l'étranger et que les ressources en matière de formation complémentaire pourraient être utilisées de préférence pour des institutions d'éducation à créer ou à renforcer au Congo;
- b) que seuls les homologues des experts doivent avoir des bourses leur permettant d'étudier à l'étranger;

- c) qu'une politique massive de bourses devrait être adoptée pour permettre à des cadres moyens de compléter leur formation dans tous les secteurs, si le gouvernement congolais ne peut dégager les ressources nécessaires.

Dans ces conditions, une première approximation pourrait conduire à estimer le nombre de bourses de la façon suivante :

1. Une bourse d'études supérieure par an et par poste d'expert pour études à l'étranger.
2. Dix (10) bourses de formation complémentaire par an et par poste d'expert pour études au Congo soit dans des organismes déjà existants, soit dans des établissements à créer suivant les suggestions faites au paragraphe (C, II, e), 2).

E. PROJETS QU'IL EST RECOMMANDE D'EXECUTER IMMEDIATEMENT

Projet du Kivu

Un plan d'exécution détaillé pour le projet intéressant la province du Kivu, exposé en annexe au présent rapport, a été élaboré. Il y a lieu d'espérer que ce plan pourra être prochainement mis en oeuvre dans son ensemble, car certaines mesures ont déjà été prises et de nombreux autres éléments nécessaires sont maintenant disponibles. Les négociations relatives au solde des éléments sont en bonne voie. Ce projet a pour objectifs de trouver une solution au problème des réfugiés dans la région, de développer la culture du thé de façon à augmenter les rentrées de devises, d'amener la région au stade de l'auto-expansion, et, enfin, d'expérimenter les diverses techniques qui devront être appliquées, par la suite, à plus grande échelle.

Il est recommandé d'entrer sans tarder en contact avec la Commission économique européenne, dont les propositions relatives au développement économique de la région complètent le projet envisagé, ainsi qu'avec les services chargés des programmes bilatéraux de la République fédérale d'Allemagne, de la France, de la Grande-Bretagne, de la Belgique et des Etats-Unis, de telle sorte qu'il soit possible, avant la fin de l'année en cours, d'harmoniser ce programme avec les autres projets prévus pour la région, et particulièrement avec ceux qui visent à créer des usines de traitement du thé, en sus de celles qui existent déjà. Pour que la réussite de ce projet soit durable, il sera nécessaire d'aménager, dans les trois ou quatre années à venir, un certain nombre de nouvelles usines. La Commission de développement dont on envisage la création dans le courant de l'année serait, en tout état de cause, un élément essentiel de tout programme général de développement économique intéressant la région.

Projet des Uélé

Nous sommes revenus de notre première visite dans la province des Uélé avec la conviction que c'était la région du Congo qui se prêtait le mieux à l'exécution immédiate d'un projet, dont l'objectif devrait être la réorganisation de la production du coton, des huiles d'arachide, du café et de l'huile de palme, accompagnée de mesures portant sur d'autres secteurs. Cependant, avant que nous y soyons retournés pour procéder à des études plus complètes, il est apparu que les propositions analogues, mais concernant davantage le secteur économique, formulées par la Commission économique européenne, avaient été adoptées dans la région et qu'une commission de développement était en cours de formation. Nous avons donc

renoncé, afin d'éviter de donner l'impression d'une dispersion des efforts, à toute nouvelle intervention directe, et nous recommandons d'entamer des pourparlers avec la Communauté économique européenne, ainsi qu'avec le gouvernement du Congo, en vue de lancer un projet conjoint. La préférence donnée à la province des Uélé pour y exécuter un projet de développement rural intégré peut être fondée sur l'évaluation globale des besoins de l'économie congolaise conjuguée avec les perspectives favorables de succès du projet et ses répercussions sur la situation économique et sociale de la population. En effet, l'économie du Congo est basée sur une certaine répartition géographique du travail. Alors que la région sud-est englobe la plus grande partie de l'industrie minière (Katanga), tout le bloc industriel est concentré dans la région ouest du pays (Léopoldville). A long terme, cette répartition géographique du travail pourrait être modifiée, jusqu'à un certain point, par une meilleure répartition du développement dans toutes les régions du pays. Mais il serait nécessaire, pour fournir un troisième pôle de croissance à l'économie congolaise, d'exécuter un programme à court terme de développement rural dans la partie nord du Congo.

Cet argument en faveur du choix d'une des trois provinces nord (Ubangui, Uélé et Ituri) est renforcé par les chances éventuelles de succès que peut y remporter un projet de développement rural intégré. Les données statistiques sur la production avant 1959 fournissent une base appropriée pour examiner les possibilités d'une augmentation rapide de la production dans les conditions existantes au Congo. A ce propos, la province d'Uélé était à pied d'égalité, avant 1959, avec certains des districts les plus développés du Congo, en produisant du coton, du riz, des arachides et du café. Le redressement de cette production pourrait avoir un effet favorable sur les exportations, sur l'approvisionnement local et sur l'industrie manufacturière, en remettant en marche, par exemple, les huileries qui s'étaient arrêtées faute d'arachide. De plus, le projet de développement rural peut s'appuyer, dans la province d'Uélé, sur un réseau de communications existant, qui est plus développé que dans les autres provinces du nord. En 1959, dans cette région du Congo, le réseau routier de l'Uélé était le plus dense et le plus fréquemment utilisé, exception faite pour le Kivu et les environs de Stanleyville. Enfin, la province d'Uélé possède une longue ligne de chemin de fer qui la traverse d'est en ouest, tandis que les autres provinces du nord n'en possèdent pas d'équivalente.

Une partie du projet de développement rural serait consacrée à l'animation d'un mouvement coopératif. Déjà avant 1959, plusieurs coopératives remportaient un grand succès dans cette province.

La mission de l'E.E.C. au Congo a été frappée par le climat favorable qui règne dans la province d'Uélé et a rapporté qu'elle avait trouvé "un excellent état d'esprit et un désir de progrès au sein du gouvernement provincial et parmi les populations rurales et leurs chefs coutumiers".

A la suite des premiers pourparlers engagés avec la Communauté économique européenne, il est proposé d'envoyer dans cette province un petit groupe technique conjoint, et comprenant par exemple un représentant de chaque organisme intéressé, ainsi qu'un représentant de chaque pays du Marché commun qui voudrait prêter son concours conformément au rapport de la Communauté économique européenne; ce groupe technique serait chargé d'élaborer le plan d'un projet mixte devant être exécuté immédiatement. Ce groupe devrait également sélectionner une troisième région située dans le Congo central, où un projet devrait être lancé à partir de 1966.

DEUXIEME PARTIE :
LE DEVELOPPEMENT DU KIVU

I. PREALABLES D'UN PLAN GLOBAL DE
DEVELOPPEMENT RURAL

A. CONSIDERATIONS GENERALES

Présentation du Kivu

L'ancienne province du Kivu-Maniema - actuellement scindée en trois : le Nord Kivu, le Kivu central et le Maniema - était avant le 30 juin 1960 une des provinces congolaises les plus prospères. Bon an mal an, on en exportait plus de 1 milliard de produits miniers et 1 milliard de produits agricoles. Parmi ces derniers : le café, le thé, la quinine, la papayine, les huiles essentielles pour les hautes altitudes; le riz et le sucre pour les basses altitudes, sans oublier les noix palmistes et l'exploitation des forêts.

La population de cette province, généralement paisible, ne s'est pas laissée abattre par les événements de janvier 1961. Elle est demeurée dans l'ensemble étrangère aux remous politiques. Grâce à de multiples bonnes volontés surgies d'un peu partout, l'économie agricole reprit peu à peu vigueur et assurance, recommença lentement et sûrement à se redresser. Pour ne prendre que trois exemples parmi tant d'autres, la production du café qui atteignait 11.000 tonnes en 1960, qui était retombée à moins de 3.000, regagnera 6.000 tonnes en 1964; celle du thé, qui voisinait 2.500 tonnes en 1960, monte en flèche et plafonnera à 8.000 tonnes en 1964. La production de la quinine, qui était descendue à 48 tonnes en 1961, se situera en 1964 vers les 1.600 tonnes (écorces).

Cette remontée reconfortante autoriserait un optimisme rassurant et permettrait de prévoir le retour d'une ère de prospérité comparable à celle d'avant 1960 si la fraude à l'exportation ne sévissait pas à l'état endémique dans certaines régions difficiles à contrôler et si les dizaines de millions de salaires agricoles distribués mensuellement en Kivu pouvaient être réintroduites dans le circuit commercial.

Pour l'instant, hélas, tous les magasins de brousse sont quasiment fermés faute de marchandises à offrir à leur clientèle, faute de licences d'importations à accorder aux maisons de commerce régionales.

Le projet de développement rural dans le Kivu vise avant tout à faciliter cette reprise de l'essor économique afin de le rendre durable, continu et progressif, pour procurer aux Congolais de brousse loin de tous centres importants de commerce, la possibilité, non seulement de satisfaire leurs désirs légitimes de bien-être, mais encore de revaloriser leurs revenus champêtres par la réouverture d'un marché intérieur actif et prospère, et pour favoriser le maintien de la population rurale dans son milieu. La classe moyenne - facteur de stabilité dans tout pays civilisé et développé - ne doit pas être essentiellement concentrée dans les villes, elle doit se développer aussi en milieu rural par la création de métairies, de fermes d'élevage et de culture pérenne ou annuelle, ou de consommation intérieure ou extérieure.

Cette classe moyenne ne pourra se développer en dehors des villes que si les pasteurs, les cultivateurs, les fermiers trouvent à proximité de leurs centres professionnels, outre des magasins bien approvisionnés, des écoles artisanales, des classes primaires, des ateliers ruraux, des foyers sociaux, des dispensaires, des fondations culturelles religieuses ou laïques et des possibilités de distractions adaptées à la vie rurale.

La région du Kivu possède un potentiel d'énergie (80.000.000 de Kw/H inutilisés actuellement et des milliers de mètres cubes de gaz méthane également inemployés) qui, dans tout développement, est un facteur décisif de réussite.

La population

La population du Kivu central se répartissait de la façon suivante lors du recensement de 1957 (dernier recensement officiel) :

-	Territoire de Bukavu	120.000
-	" " Kalehe	99.532
-	" " Kabare	341.009
-	" " Uvira	104.871
-	" " Mwenga	113.504

778.916 habitants

Fizi et Shabunda étant territoires soumis à référendum ne figurent pas ici.

Selon les recensements récents effectués dans le territoire de Walungu (partie du territoire ancien de Kabare (1963)) et dans le territoire d'Uvira (1963), la population de ces territoires est passée de 1957 ou 1961 à 1963 à :

- Walungu	1961 - 1963	182.863	-	191.601
- Uvira	1957 - 1963	104.871	-	140.397

En ce qui concerne le Walungu, il s'agit du territoire qui présente une des plus grandes densités démographiques réelles¹ du Congo. Cette densité dépasserait actuellement 300 habitants/km². Comme le taux d'accroissement naturel pour cette région calculé en 1957 laissait prévoir un doublement de la population avant 1980, une solution doit être trouvée à cette surpopulation du milieu agricole du Walungu. Une telle solution existe dans la mise en valeur des immenses marais de ce territoire.

Quant au territoire d'Uvira, le fort accroissement récent de sa population est dû surtout à l'immigration. Cette région, jadis peu peuplée, est devenue un pôle d'attraction par suite des travaux d'irrigation, de protection des sols, de la construction d'une grande route asphaltée qui la traverse dans toute sa longueur, mettant les champs et par conséquent les récoltes à portée des camions, de l'établissement d'une sucrerie qui emploie plus de 2.000 ouvriers toute l'année et 5.000 en saison, ce qui représente déjà une fraction importante de la population.

Dans l'ensemble, la population du Kivu central est restée très calme depuis l'indépendance. Dans les régions du Ngweshe particulièrement (territoire de Malungu) ainsi que dans la région de Kalonge (territoire de Kalehe), elle a continué à travailler la terre comme auparavant et, dans plusieurs cas, elle a même augmenté les superficies cultivées en thé principalement. Certaines cultures, comme les cultures maraîchères, ont été fortement réduites ou même abandonnées, mais uniquement par suite du manque de transport aérien vers les grands centres congolais. L'autorité coutumière est restée dans l'ensemble relativement forte et particulièrement dans les régions de Ngeshe et de Kalonge. On peut dire que, dans presque

¹ Par densité réelle nous entendons le rapport population à superficie cultivable. En effet, une surface importante de cette région est occupée par des sommets montagneux aux pentes trop fortes et d'ailleurs complètement érodés et des marécages actuellement inemployables par les paysans.

toutes les régions du Kivu central, c'est pratiquement la seule autorité qui subsiste à l'heure actuelle. Le territoire d'Uvira n'est malheureusement pas dans ce cas. Il compte trois groupes importants : les Bavira (région d'Uvira) qui représentent quelque 33.000 personnes à l'heure actuelle, les Barundi de la chefferie Bafulero (34.300 personnes) et les Bafulero (73.300 personnes). Ces deux dernières ethnies occupent la presque totalité de la plaine de la Ruzizi qui offre des ressources incroyables. Pour le moment, la situation y est assez tendue par suite de l'opposition entre le député Malandula Mussa et le chef coutumier Simba dont le pouvoir s'étend sur l'ancienne chefferie Barundi (côté Congo). Les Barundi, excités par le député Malandula, passé au MNC Lumumba depuis peu, rejettent l'autorité du chef Simba de même qu'une partie de la population Bafulero. L'autorité administrative territoriale, faute de moyens surtout, est incapable de maintenir l'ordre. Ce sont spécialement des jeunes, sans travail, pour la majorité enfants de travailleurs ou jeunes travailleurs de la société Sucraf qui provoquent ces troubles. Une région très riche est donc en passe de devenir rapidement un foyer de troubles faute d'organisation et d'occupation de sa jeunesse, faute de moyens mis à la disposition de l'administration, faute d'un pouvoir coutumier indiscutable.

Une caractéristique importante du Kivu central, et dont il faut tenir compte du point de vue population, est la présence de quelque 10.000 réfugiés répartis en 6.600 dans les montagnes bordant la plaine de la Ruzizi (territoire d'Uvira) et 3.400 dans la région de Kalonge (territoire de Kalehe).

Ces réfugiés Banyarwanda, intégrés dans une région où le développement serait entrepris peuvent être un élément de progrès et de richesse. Laissés à eux-mêmes, ils seront continuellement un danger pour la paix de la région. Leur déplacement dans d'autres régions serait non seulement terriblement coûteux, mais aussi inhumain. Il convient donc autant que possible d'utiliser ce potentiel humain de développement, ces réfugiés étant plus disposés par leur situation même à accepter des changements nécessaires dans leur mode de vie.

Administration et aide technique

Comme dans toutes les régions du Congo, on relève trois causes d'inefficience de l'administration, tant centrale que provinciale :

- a) le manque de préparation et de formation des fonctionnaires en place;
- b) les déficiences du contrôle actuel;

- c) le manque de moyens d'action;
- d) l'instabilité.

La première de ces causes ne peut être supprimée que par une action de formation de relativement longue durée.

Les trois autres causes peuvent être éliminées assez rapidement mais cette suppression nécessite des moyens assez importants. Pourtant leur suppression n'apportera pas une amélioration notable tant que la première cause n'aura pas disparu complètement. Il faut donc éviter pendant une certaine période de confier à cette administration des responsabilités économiques trop lourdes, ou du moins il faut trouver le moyen de faire face à son inefficience.

Le manque de contrôle et le manque de moyen d'action vont d'ailleurs de pair. Tel directeur de service ne peut contrôler ses techniciens faute de moyens de déplacement de même que, pour le même motif, l'administrateur de tel territoire ne peut visiter la région dont il est responsable.

Maints exemples récents pourraient être cités : manque de matériel indispensable, personnel percevant son traitement sans jamais être à son poste, effectifs pléthoriques, nombreuses plaintes en détournement de fonds, etc.

Si l'on examine le secteur de l'assistance technique, le problème est tout aussi grave par suite du cadre, des structures actuellement établies.

- a) Le technicien est mis à la disposition de l'administration qui recourt à ses conseils, si elle le désire, et ne lui communique que les renseignements qu'elle veut bien lui communiquer. Bien souvent, on prend conseil quand on se rend compte que le mal est fait.

Tel ministre ou tel directeur change le personnel qualifié sans demander l'avis du technicien. On voit ainsi un vieil infirmier vétérinaire très au courant de son métier remplacé par un jeune garçon sans aucune formation à qui on remet la clé de la pharmacie du laboratoire contenant des produits comme la strychnine,...

Toute action d'un technicien de bonne volonté et plein d'idéal est ainsi sérieusement compromise. Le simple fait de ne pas disposer d'un véhicule par exemple le paralysera totalement.

Le moral des techniciens est mis à rude épreuve, d'autre part, du fait que bon nombre d'entre eux ne parviennent pas à trouver un logement.

- b) Un des principaux défauts de l'assistance technique est la courte durée des engagements des techniciens. Ce n'est qu'après avoir passé six mois ou même un an dans une région qu'un technicien commence à prendre une certaine valeur, grâce à la connaissance qu'il a acquise du milieu où il travaille. Or, c'est bien souvent après ce délai qu'il sera déplacé, soit pour conflit avec une autorité ou l'autre, soit par suite de la durée de son engagement.

Si l'on veut entreprendre une action sérieuse, nous y reviendrons plus loin, il faut prévoir pour le projet une durée raisonnable qui tienne compte de cette remarque. D'autres raisons, que nous verrons plus loin, militent d'ailleurs pour une action d'une durée relativement longue.

Certains ont proposé comme solution aux difficultés de l'aide technique que les techniciens soient pourvus d'une autorité, d'un commandement effectif dans les cadres de l'administration. On en arriverait ainsi, pour les techniciens, à une situation intenable par suite du climat politisé et de l'instabilité actuelle de l'administration. Si on veut leur donner un tel pouvoir (indispensable à une action efficace de leur part), il faut le leur donner dans des structures extérieures à l'administration. Quelle que soit la solution adoptée, il est indispensable, pour qu'ils aient un rôle efficace, qu'une telle autorité leur soit rendue. Il suffit de comparer l'efficacité des techniciens du secteur privé à celle de leurs collègues du secteur public pour se rendre compte du bien-fondé de cette proposition. Cette comparaison est valable aussi pour les moyens mis, par le secteur privé, à la disposition des techniciens, qu'il estime payer suffisamment cher pour leur donner le maximum possible de moyens d'action.

Le secteur privé

Le secteur privé, particulièrement les grosses entreprises, a constitué des îlots de relative prospérité dans les diverses régions du Congo. Ces sociétés ont d'ailleurs souvent favorablement influencé les régions dans lesquelles elles sont installées. Tout en respectant l'administration et ses prérogatives, elles sont parvenues, par l'aide matérielle et technique qu'elles lui

accordent, à la renforcer et à lui permettre non seulement de maintenir le calme, mais aussi de conserver un réseau routier praticable. Elles ont encore dans certaines régions, grâce aux approvisionnements de première nécessité qu'elles ont assurés à leurs cantines, conservé pour les paysans un certain attrait aux revenus monétaires.

Leur force réside dans la permanence, dans l'organisation, dans le contrôle continu et sévère exercé sur leur personnel, dans les moyens matériels d'action confiés à un personnel recruté uniquement pour ses capacités, dans l'autorité conservée aux techniciens en matière de production et enfin, dans la coordination du travail de ces mêmes techniciens.

Toutes ces caractéristiques se retrouvent au Kivu central, mais on peut dire qu'elles y sont renforcées par le nombre important d'entreprises couvrant le secteur agricole. La densité des entreprises en milieu rural y est en effet particulièrement importante. De plus, comme il s'agit de sociétés ou d'entreprises individuelles orientées vers des cultures d'exportation (le thé par exemple), elles ont pu obtenir, parfois, des pièces de rechange et du matériel indispensable à leur bon fonctionnement.

Ces sociétés, ces entreprises, nombreuses, ont dans l'ensemble fait preuve d'une plus grande confiance que dans d'autres régions du Congo. La majorité d'entre elles ont, lorsque des quotas de devises leur ont été accordés, entrepris de nouveaux investissements, installé de nouvelles usines, étendu les surfaces cultivées. Ces entreprises qui ont compris qu'il fallait "amorcer la pompe" sont entièrement acquises au soutien du développement du milieu rural. Il serait vraiment impardonnable de ne pas profiter d'un facteur positif de cette importance.

B. LES STRUCTURES NECESSAIRES

De ce tableau général de la situation, se dégage une idée maîtresse. On ne peut pas trouver, pour l'instant, de cadre établi, valable pour une action de développement. Il faut donc en premier lieu créer des structures nouvelles, coordonnées, intégrées. Quelles devraient être ces structures et à quels principes devraient-elles répondre ?

Une société de développement rural

Au niveau de l'initiative, de la conception des projets, de la coordination et de la direction générale, il conviendrait de créer un organisme débarrassé de la lourdeur administrative, soustrait aux possibilités de concussions ou de détournements, offrant aux organismes de financement toute garantie quant à :

- a) la stabilité de l'action;
- b) la bonne fin des opérations;
- c) la valeur des projets.

Cet organisme devrait être institué sur le modèle de l'organisation des entreprises industrielles, et tous les intérêts publics et privés devraient s'y trouver associés. Les experts l'appelleront provisoirement "Société de développement rural".

Pour être efficace, cet organisme devrait s'appliquer d'abord à un programme de formation et de préparation des cadres et des populations.

Pour simplifier son action et éviter de gonfler son administration, il devrait agir sur les populations, par l'intermédiaire d'organes coopératifs dont il assurerait le contrôle financier et la tutelle. Plus tard, cette tutelle pourrait s'effectuer par le canal de l'Union ou des unions de coopératives qui pourront se créer.

La "Société de développement rural", aurait à s'occuper non seulement de problèmes économiques mais aussi de problèmes sociaux. Dans la mesure où l'Etat ne pourrait faire face provisoirement à ces besoins, des écoles, des hôpitaux, des foyers sociaux seront vraisemblablement créés, et leur fonctionnement entraînera des dépenses récurrentes élevées (paiement du personnel, matériel, médicaments, etc.) qui devraient être supportées par la collectivité et qui risqueraient, si l'on ne prévoyait pas les moyens nécessaires, d'être pour cette collectivité une charge insupportable. En effet, le but du développement est, non pas d'abreuver continuellement les populations de dons, mais de leur permettre de faire face par elles-mêmes à leurs besoins accrus.

Il faudrait donc aussi donner à ces collectivités la possibilité non seulement de se maintenir à un niveau mais aussi de continuer l'effort de développement.

Pour ces raisons, deux sortes d'organismes de base devraient être prévues :

Les régies

Les régies de chefferie par lesquelles les chefferies se transformeraient en entreprises agricoles par exemple en mettant en valeur, dans un but bien précis, une certaine superficie proportionnelle à la population. Les cultures choisies seraient des cultures industrielles ou vivrières et pourraient être complétées par des élevages de gros et de petit bétail, le tout bénéficiant du contrôle technique des spécialistes de la "Société de développement". Ces plantations et fermes en régie pourraient servir en même temps de "Centres de formation paysanne". Les ressources de ces régies seraient dissociées des ressources ordinaires des chefferies et devraient être obligatoirement et intégralement consacrées au développement économique de la région. Une définition des dépenses présentant un caractère de développement économique devrait être recherchée dans ce but.

Les fonds régionaux de développement social

Des "fonds régionaux de développement social"¹, établis selon les mêmes principes que les "commissions d'assistance publique" belges, seraient chargés d'assurer le fonctionnement des hôpitaux, dispensaires, foyers sociaux, etc., de suppléer et d'aider le gouvernement jusqu'au moment où il sera capable de supporter complètement ces frais.

Ces fonds seraient alimentés :

- i) par une dotation en terrains donnés par la chefferie intéressée;
- ii) par un crédit de mise en valeur donnée par un organisme international;
- iii) par une cotisation annuelle des régions de chefferies et des coopératives ayant bénéficié de l'aide de la "Société de développement";
- iv) par des dons divers.

¹ Il a été proposé de les appeler plutôt "commissions régionales de développement social" et cela pour mieux marquer qu'il ne s'agit pas d'un organe administratif mais d'un groupe chargé de décider de l'emploi des ressources destinées à certaines activités.

Ces fonds pourraient aussi, pour doter la région des travaux d'infrastructures nécessaires (écoles, foyers sociaux, locaux d'hospitalisation, etc.), négocier et recevoir des prêts. Les ressources des fonds régionaux de développement social seraient consacrées exclusivement au développement social de la région.

Pour le développement économique, la Société pourrait organiser des associations momentanées ou permanentes de chefferies (de régies de chefferies) pour régler les problèmes intéressant plusieurs ethnies à l'instar des "intercommunales" couramment constituées en Europe (par exemple des routes d'intérêt interrégional ou écoles supérieures ou canalisations d'irrigation, etc.).

Pour les projets de développement social portant sur plusieurs chefferies, ils pourraient être discutés, financés et exécutés par un organisme groupant les fonds régionaux, appelé "Fonds interrégional de développement social". Cet organisme serait comparable à l'Union des coopératives et serait alimenté par des contributions des fonds régionaux.

Système de crédit

Enfin, un organe de crédit viendrait parachever cet ensemble. Non seulement, il accorderait des crédits aux régies, aux fonds sociaux, aux coopératives et aux particuliers, mais encore il en serait le caissier, les différents organismes précités y déposant obligatoirement leur avoir, ce qui constituerait une masse de crédit géré par cet organisme.

Dans le cas de crédits trop importants, il serait fait appel à la Banque internationale ou à des groupes financiers privés ou encore au gouvernement central.

*

*

*

Ces différentes structures, qui peuvent paraître nombreuses à première vue ne devraient pas nécessairement être créées en une fois. Cependant, dès la mise en place de la "Société de développement rural", la "Caisse de crédit et de développement" devrait être constituée et recevoir un fonds de démarrage suffisant, proportionnel aux besoins initiaux.

Trois organismes devraient être créés dans chaque région choisie : une coopérative; une régie de chefferie ou une autre organisation similaire; un fonds de développement social (Société sans but lucratif (Décret du 27/11/59)).

Il n'est pas sans intérêt de montrer que ces derniers organismes n'apportent pas un supplément de lourdeur administrative. Il s'agit en fait, avant tout, d'organes de décision de l'emploi des fonds, qui soient distincts des pouvoirs coutumiers ou administratifs et garantissent ainsi que leur patrimoine propre sera bien utilisé dans le but pour lequel ils ont été créés. Ils présentent l'avantage de confier ces décisions à des personnes choisies pour leurs compétences techniques plutôt que pour leur appartenance politique.

Les seules formalités administratives supplémentaires consisteront en procès-verbaux des réunions trimestrielles des conseils de direction. La tenue des comptes est effectuée par la Caisse de crédit et doit se faire individuellement et non en bloc, pour permettre de respecter les individualités régionales et les efforts particuliers des différentes communautés.

Pour simplifier encore, on aurait pu imaginer un seul patrimoine à la régie et au Fonds régional de développement social, mais les buts de ces deux organismes sont différents et justifient des conseils de gestion différents quant à l'origine de leurs membres.

C. DEVELOPPEMENT SOCIAL DES ZONES CHOISIES

En principe, les experts estiment devoir d'abord doter les régions à développer de ressources financières suffisantes pour leur permettre de réaliser personnellement leur propre développement économique et social. Cependant, certaines actions sont à mener d'urgence, spécialement du point de vue social. Les enfants doivent pouvoir recevoir un enseignement minimum et la population doit recevoir un minimum de soins médicaux indispensables. Aussi ils ne proposent pas, dès le début, la construction de dispensaires ou d'écoles en matériaux durables, mais simplement l'utilisation de ce qui existe, et ne fonctionne plus, faute de moyens financiers. De même, dans les cités de réfugiés, ils estiment qu'il vaut mieux donner un minimum de soins médicaux et d'enseignement, dans des locaux provisoires en paille ou en bois, que d'attendre, pour pouvoir donner ce minimum, que la région soit suffisamment riche pour se construire des bâtiments définitifs.

En ce qui concerne une action sociale plus poussée telle que la création de foyers sociaux ou de centres éducatifs et sociaux, les experts estiment préférable de ne rien entreprendre dans l'immédiat et d'attendre pour cela qu'une enquête approfondie soit faite :

- 1) sur les habitudes et les tabous alimentaires,
- 2) sur les modes de vie et leur évolution,
- 3) sur les soins apportés aux enfants ainsi que sur les tabous ou coutumes qui les concernent,
- 4) sur les croyances,
- 5) sur les revenus des habitants,
- 6) sur les relations sociales et les structures des populations.

Cette enquête devrait être considérée à la fois comme un inventaire de la situation au début de l'action de développement (et permettre ainsi de contrôler plus tard l'efficacité de l'action entreprise) et comme une base d'établissement des programmes d'éducation et de formation sociale des adultes ainsi que comme une base des moyens psychologiques à employer pour favoriser le développement.

Elle devrait permettre également de découvrir les individus les plus disposés à améliorer leur genre de vie et ceux qui jouissent le plus de la considération et de la confiance de leurs concitoyens pour faire jouer dans ces populations le phénomène de la mode en faveur du développement.

Une telle enquête pourrait être entreprise dans les régions d'action du Kivu central par une petite équipe d'étudiants universitaires (africains autant que possible) assistés d'enquêteurs stagiaires en animation rurale, le tout sous la direction d'un professeur d'université spécialiste des enquêtes sociales. Elle pourrait se faire pendant les trois mois de vacances académiques. Des avantages spéciaux pour les billets d'avion des étudiants pourraient certainement être obtenus auprès des sociétés de transport aérien, Sabena et Air-Congo, à titre de contribution au développement national (comme cela s'est produit déjà anciennement en faveur d'étudiants en voyage d'étude). Ces avantages pourraient être d'autant plus facilement obtenus que ces déplacements se feraient aux périodes de creux de juillet dans le sens Europe-Afrique et de septembre dans le sens inverse.

D. LES PROBLEMES DE FORMATION

Un effort de planification en vue du développement rural du Kivu pose d'importants problèmes en ce qui concerne la formation de dirigeants, promoteurs et cadres aux différents niveaux professionnels.

Le développement exige, en premier lieu, quelques cadres techniques supérieurs, des agronomes notamment, pour la conception, les réalisations d'ensemble et le contrôle des programmes.

Une école, qui n'était jusqu'à ce jour qu'une école de moniteurs, Mushueshue, a ouvert d'autre part, au Kivu central une section secondaire en octobre dernier.

De prime abord, elle paraît faire double emploi avec l'école de Butembo. Cependant, l'organisation de cet établissement est fort défectueuse et des dispositions doivent être prises d'urgence pour qu'elle fonctionne dans des conditions favorables.

Il existe enfin, à Bukavu, depuis quelques mois un Centre dépendant de l'Institut social africain et qui doit former en deux années des animateurs sur le plan économique et social. Certains élèves de cet établissement qui possèdent une formation secondaire complète pourraient, d'autre part, être reçus comme stagiaires de développement, soit après leurs deux années normales d'études, soit pendant quelques mois entre ces deux années. Leur rôle serait essentiellement de participer à une enquête sociologique dont la nécessité s'impose.

Formation de moniteurs pour le développement

En ce qui concerne les moniteurs, il est couramment admis que leur formation est insuffisante. Ils sortent des écoles professionnelles postprimaires qui existaient en grand nombre autrefois et que l'on a tendance à supprimer actuellement. Beaucoup de ces agents ne sont plus payés et sont retournés dans leurs villages. D'autres ont établi des plantations personnelles après entente avec les chefs coutumiers. Il est indiscutable que les moniteurs ont moins tendance que les jeunes gens sortant des établissements secondaires à travailler dans les bureaux et qu'ils sont généralement restés plus attachés au milieu villageois. Cependant, leur formation technique et pratique a le plus souvent besoin d'être complétée sur le terrain. Sous réserve de perfectionnement, un certain nombre de ces moniteurs peuvent collaborer d'excellente façon aux opérations de développement économique et social.

Le programme d'action dans le Kivu central paraît rendre opportune l'organisation d'une session de perfectionnement d'une quinzaine de moniteurs. Cette session pourrait avoir lieu à Muzinzi et durer quatre mois, dont un mois considéré comme une période de sélection complémentaire et d'initiation.

Après cette période d'initiation, les moniteurs seraient répartis en tenant compte de leurs ethnies et de leurs territoires d'origine, entre les diverses zones de développement, à raison de trois ou quatre par zone. Ils participeraient durant trois mois, sous le contrôle d'un expert spécialisé dans les questions de formation en milieu rural, aux diverses opérations de développement engagées. Le recrutement se ferait parmi

les moniteurs faisant partie des administrations provinciales intéressées, parmi les moniteurs réfugiés du Rwanda et parmi les anciens moniteurs retournés dans leurs villages.

Le détail du programme serait établi par le spécialiste des questions de formation. Il intéresserait spécialement les techniques culturelles en fonction des productions locales (thé, cultures vivrières, maïs, pommes de terre), les soins aux animaux et l'amélioration du bétail, le petit élevage, les techniques simples de lutte contre l'érosion, les méthodes de vulgarisation, etc.

On peut prévoir que 8 moniteurs sur 15 seraient rémunérés par les administrations, tandis que 7 autres devraient recevoir une indemnité de stage. Les uns comme les autres seraient logés à la ferme de Muzinzi pendant la période d'initiation et par la suite dans les zones de développement où ils seraient répartis.

Il semble qu'après le stage qui pourrait ultérieurement être renouvelé pour d'autres équipes, ces moniteurs seraient susceptibles d'être engagés de façon durable comme moniteurs de développement au fur et à mesure des besoins.

Elite paysanne et artisanale

Enfin, les fermes choisies pour des opérations prioritaires pourraient servir de centres locaux de formation paysanne, en ce sens que quelques jeunes ruraux, choisis plus particulièrement parmi ceux susceptibles de bénéficier en premier d'une aide à l'établissement, viendraient durant un cycle annuel, à tour de rôle, par groupe de trois ou quatre et à raison, par exemple, d'une semaine par mois, participer aux travaux de l'exploitation afin de se familiariser aux méthodes élémentaires d'amélioration de la culture et de l'élevage en milieu indigène. Il ne semble pas nécessaire de prévoir une rémunération pour ces jeunes paysans, mais seulement quelques distributions de vivres (poisson, riz, pommes de terre) pour l'achat desquels un modeste crédit serait à prévoir.

Par la suite, des centres similaires devraient être envisagés pour le perfectionnement de certaines catégories d'artisans ruraux et pour la formation d'hommes ou de femmes en vue de certains artisanats nouveaux (tannerie, tissage artisanal, par exemple). La formation devrait, bien entendu, être conçue en fonction des besoins locaux et dans certains cas, en raison des possibilités de débouchés.

La formation paysanne immédiatement nécessaire ne nécessite pas d'autres cadres que les agents permanents des opérations de développement et, plus particulièrement, les directeurs des exploitations pilotes.

Il pourra en être différemment pour l'artisanat rural.

Gérants de coopératives

La question de certaines formations spécialisées devrait être envisagée à l'échelon provincial ou interprovincial.

Dans cet esprit, il est apparu spécialement urgent de se préoccuper de la formation des gérants de coopératives, du fait que la création et la gestion de diverses coopératives sont des conditions essentielles du développement. Cette tâche de formation incomberait évidemment au spécialiste "Coopérative" prévu dans l'équipe d'experts indispensables au démarrage du programme.

Dans l'immédiat, on pourrait envisager de recevoir en un centre déterminé, Luberizi vraisemblablement, huit candidats gérants qui, durant six mois recevraient une formation spécialisée en même temps qu'ils participeraient à la réorganisation et au fonctionnement d'une importante coopérative à vocation multiple. Ces candidats recevraient une indemnité de stage.

Mécaniciens agricoles

En liaison avec la relance de la coopérative de Luberizi dont une branche essentielle est la culture mécanique, des sessions de perfectionnement devraient être envisagées pour les mécaniciens destinés à l'entretien du matériel agricole dans les exploitations de chefferie et les paysannats des zones de développement, et aussi pour de bons conducteurs de tracteurs. La première session pourrait durer six semaines et recevoir huit stagiaires. Elle serait dirigée par un instructeur mécanicien susceptible d'être détaché par le B.I.T.

Faisant état des considérations précédentes, le budget suivant paraîtrait raisonnable pour une période d'une année, en ce qui concerne les questions de formation en milieu rural liées au programme général de développement intégré.

E. PROJETS TECHNIQUES

1. Projets généraux

Recensement des études antérieures

Un recensement et un regroupement des études préliminaires seront effectués par le génie rural, le bureau des études techniques, la mission antiérosive. Les experts ont pu se rendre compte que cet ensemble d'études représente une richesse considérable qui doit être répertoriée. Il serait nécessaire de disposer pour ce travail d'un agronome, de préférence ingénieur du génie rural, pendant six mois.

Il n'est pas douteux qu'un programme de développement ne peut être engagé avec une rapide et pleine efficacité, que s'il fait état de toutes les études existantes et toujours utilisables. De sérieuses économies ne manqueront pas d'en résulter.

Sauvegarde de l'I.N.E.A.C. de Mulungu

Les opérations de développement envisagées dans le Kivu central doivent pouvoir s'appuyer pour certaines activités agricoles (création de pépinières, graines sélectionnées, études pédologiques...) sur une station de recherches et d'expérimentation. Le Centre de Mulungu, spécialisé notamment dans les études intéressant la production du thé et du café, est d'une utilité incontestable. Il doit être réanimé.

Equipe de mécanisation

Il apparaît nécessaire de faire l'inventaire des pièces : matériel et outillage indispensables à la remise en état des véhicules et du matériel agricole et routier pouvant être mis à la disposition de la Société de développement. En particulier, ce travail doit être entrepris par priorité à Luberizi, base d'une coopérative de culture mécanique.

D'ores et déjà, à l'initiative du B.I.T., un chef d'équipe, mécanicien de l'assistance technique, a été affecté à Bukavu et a entrepris un premier travail.

2. Création d'un service de pêche industrielle
et d'une usine de séchage (fumage et
salaison) à Uvira (Kivu central)

Ressources exploitables

Ainsi qu'ils l'ont indiqué dans leur rapport d'observations générales, les experts ont été particulièrement frappés au cours de leurs nombreux déplacements dans le Kivu, par la déficience en protéines dans l'alimentation des populations rurales. Cette déficience est la cause essentielle des maladies de carence, le Kwashiorkor, notamment.

Près des zones prioritaires de développement, proposées dans le Kivu central, il existe de très larges possibilités de pêches à partir d'Uvira dans le lac Tanganyika.

Dans cette zone extrême nord du lac, quelques centaines de riverains se consacrent à la pêche d'un très petit poisson fort apprécié et qui se vend cher, le Ndagala; mais cette pêche ne dépasse pas en moyenne 500 kg par jour, ce qui représente une très faible proportion des possibilités offertes par le nord du lac. Or une pêcherie de caractère industriel située à Uvira devrait être en mesure de fournir un important tonnage de poisson séché à un prix abordable pour les populations de la campagne.

Cette question a été spécialement étudiée par les experts avec le Dr Kham, directeur de la station centrale de l'I.R.S.A.C. (Institut de recherches scientifiques d'Afrique centrale) à Lwiro, et le Dr Kiss, directeur de la station d'hydrobiologie d'Uvira.

Le projet a été formé de constituer, sous la direction technique de l'I.R.S.A.C. un service de pêcherie et de séchage basé à Uvira et dont le Dr Kiss, lui-même, assurerait la responsabilité. Il se préoccuperait particulièrement de réaliser les conditions de séchage et de salaison assurant aux protéines contenues dans le poisson le maximum de stabilité. Il pourrait être organisé comme un service de l'Union des coopératives agricoles, animées et contrôlées administrativement par la société de développement dont le projet a été formé pour la région.

Au lac Tanganyika, la production de la pêche dans les eaux katangaises a été de 4.210 tonnes pour 1958. La pêche, dans le nord du lac (Kivu, Urundi), a été de 29.109 tonnes pour 1958; dans les eaux du Tanganyika-Territory et de Rhodésie, elle peut être estimée à 10.000 tonnes, on est loin en dessous du potentiel pêchable, estimé pour l'ensemble du lac à 100.000 tonnes par an. L'avenir peut donc être envisagé avec confiance, le danger d'épuisement des fonds de pêche est encore loin.

Prévisions d'organisation

La pêche ne serait pas une coopérative de pêche, mais bien une entreprise employant du personnel salarié et gérée pour le compte de coopératives et par elle. Les bénéfices nets seraient répartis entre les coopératives au prorata de leur consommation en poisson et versés pour 1/4 à la coopérative, 1/4 au fonds social, 1/4 au centre de développement, 1/4 réparti en ristournes aux membres.

Elle comprendrait trois départements :

- a) une base de pêche industrielle;
- b) une usine de séchage (fumage et salaison);
- c) la commercialisation et la distribution dans les coopératives membres.

Les départements a) et b) seraient placés sous la direction technique du Dr Kiss, directeur du centre I.R.S.A.C., d'Uvira.

Chacun de ces départements serait dirigé par un chef de département :

- un technicien de la pêche industrielle;
- un technicien pour l'usine de séchage.

Ils seraient assistés chacun par un homologue africain dont ils assureraient la formation.

Pêche industrielle. - Elle serait réalisée par l'achat du matériel complet au nom de l'Union des coopératives, sur prêt : Fonds des réfugiés (à 3 ans).

- 1 bateau pilote à moteur;
- 1 bateau porte-filet;
- 5 bateaux porte-lampes;
- 1 filet de 400 m sur 100 m en nylon;
- tout le matériel nécessaire (ancres, câbles, lampes, etc.).

Usine de séchage.- L'usine comprendrait (fumage et salaison) :

- 1 bâtiment à séchage avec :
 - 1 four électrique de 12 m³ (thermorégulateur)
 - 60 fours à bois;
 - 1 frigo électrique (45 m³) à 14°
- des dépendances extérieures serviraient aux opérations telles que lavage, nettoyage, etc. Elles auraient des tables en béton (munies de l'eau courante), des bacs à salaison, des claies pour la déshydratation, des wagons pour le transport intérieur dans l'usine, etc.
- 1 bâtiment pour le fumage des poissons.

Commercialisation et transport.- demanderaient d'établir un département de vente des diverses productions de la coopérative :

- a) poissons frais pour les marchés locaux et proches;
- b) poissons congelés;
- c) poissons séchés;
- d) poissons fumés et poissons salés.

Ce département s'occuperait également des transports avec deux camions de cinq tonnes qui seraient le minimum pour assurer les besoins.

Conclusions

Cette organisation assurerait un sérieux rendement de la pêche en poissons frais en arrivant par jour à une moyenne de trois tonnes et demie, avec une possibilité de 100 tonnes par mois. Un prix de 60 francs le kilo, absolument inconnu au marché libre actuel, donnerait 5.400.000 francs congolais de recettes par mois, soit 64.600.000 francs congolais. Donc ce revenu permettrait pour le service de rembourser en trois ans les avances reçues, en gardant l'assurance de son propre fonctionnement. Il constituerait de plus un capital qui justifierait sa prospérité.

Enfin la création du service permettrait de former une trentaine d'ouvriers et employés spécialisés dans la pêche industrielle et dans la conservation du poisson de même qu'elle pourrait fournir du travail à 200 manoeuvres au moins. Après deux ans de fonctionnement, l'I.R.S.A.C. pourrait dégager sa responsabilité du service, le laissant ainsi à sa propre initiative, mais en lui maintenant un conseiller technique pour sa bonne continuation.

Cette entreprise pourrait en tout cas profiter du résultat des recherches de l'I.R.S.A.C. qui commencera son programme d'études hydrobiologiques sur le lac Tanganyika en janvier 1964, et qui parviendra certainement à résoudre un grand nombre de problèmes très importants pour la pêche industrielle : notamment l'expérimentation de l'emploi de l'éclairage (couleur, intensité), le perfectionnement des méthodes de pêche, l'emploi de l'écho-sondeur pour éviter des pêches aveugles.

3. Développement de la zone de Muzinzi - Territoire de Walungu chefferie Ngweshe

Une opération de caractère prioritaire est prévue sur le territoire de Walungu. Elle est justifiée par des considérations d'ordre démographique et de stabilité politique et par l'existence de conditions naturelles favorables. Cette opération serait, dans l'immédiat, limitée à la zone de Bulonge - Mulamba - Muzinzi. Elle comporterait la reprise et l'exploitation d'une ferme de chefferie, la création d'un centre de formation paysanne avec station de dressage pour les boeufs de travail, la récupération de terres et la mise en valeur d'un marais actuellement inutilisable.

Ces réalisations seront suivies - en vue d'un développement harmonieux de la zone - par la création d'un centre rural économique et social.

Création d'un centre régional pour le développement de la zone

Dans le but d'arriver aussitôt que possible à un autofinancement des dépenses de développement économique et social, il est proposé d'installer sans délai un centre régional de développement, financièrement orienté sur la culture du thé et sur l'élevage.

La mise en valeur de terres immédiatement concédées au fonds social doit, d'autre part, être amorcée sans délai.

Plantation de thé

Il sera créé une pépinière permettant de réaliser en cinq ans les plantations suivantes :

Année	Fonds spécial		Coût (51.000F/ha)	Centre régional de développement		Coût (51.000F/ha)
	à planter :	Superficie plantée :		à planter :	Superficie plantée :	
1ère année	5 ha	5 ha	255.000 fc.	20 ha	20 ha	1.020.000 fc.
2me année	10 ha	15 ha	510.000 fc.	20 ha	40 ha	1.020.000 fc.
3me année	10 ha	25 ha	510.000 fc.	20 ha	60 ha	1.020.000 fc.
4me année	10 ha	35 ha	510.000 fc.	20 ha	80 ha	1.020.000 fc.
5me année	15 ha	50 ha	pour mémoire	20 ha	100 ha	pour mémoire

<u>TOTAUX</u>	<u>50 ha</u>	<u>1.785.000 fc.</u>	<u>100 ha</u>	<u>4.080.000 fc.</u>
---------------	--------------	----------------------	---------------	----------------------

Frais de plantations :

Fonds social 1.785.000 fc.

Centre régional 4.080.000 fc.

5.865.000 fc.

Il est à noter que dès la quatrième année des recettes importantes seront obtenues et que le coût de la cinquième année sera entièrement financé par les plantations de quatre ans. On peut prévoir en moyenne durant la cinquième année une recette de une tonne par hectare provenant des cinq premiers hectares et de 500 kilos par hectare provenant des plantations de la seconde année ce qui donne des recettes dépassant largement les dépenses.

Bien entendu ces plantations supposent la mise en oeuvre d'une usine coopérative qui, dès la troisième année, pourrait traiter les feuilles de thé. Cependant la construction d'une telle usine se justifie dès à présent par une production actuelle importante de feuilles de thé provenant de théiculteurs congolais et étrangers. Cette construction, par suite des longs délais qu'elle nécessite pour son étude, pour l'importation du matériel et pour son installation, postule sa mise au programme dès 1964.

Elevage de rapport (porcs)

En supposant huit portées dans l'année à huit porcelets chacune, on doit obtenir 5.700 kilos de viande de porc au prix minimum départ de 100 fc. le kilo soit près de 570.000 fc.

(Prix actuel 130/le kilo sur pied) =====

Ce qui donne un sérieux apport pour la reprise de la ferme en même temps que le remboursement de l'élevage est assuré.